



MACRON VEUT CONTINUER À NOUS ESSORER...

MOBILISONS-NOUS POUR DÉGAGER MACRON ET BARNIER ET LEUR POLITIQUE AVEC !

👉 ORGANISONS-NOUS POUR LUTTER CONTRE LES CAPITALISTES !

On prend les mêmes et on recommence ! Avec ce gouvernement Barnier, les noms changent, mais leur politique reste ! Les perdants des dernières élections – les libéraux macronistes et les conservateurs LR – s'accrochent au pouvoir, retranchés dans les palais de la République, avec le soutien des réactionnaires du RN.

Et ils le font pour mener la politique exigée par les capitalistes, c'est-à-dire accroître l'exploitation et les profits du CAC40. À l'ordre du jour : en finir avec les services publics et la protection sociale, libéralisation, dérégulation, pression sur les salaires, politique raciste, répression des mouvements sociaux – en particulier dans les Outremer – et géopolitique à l'identique, etc.

DES POMPIERS PYROMANES « AUX AFFAIRES »

Dans leur cynisme et leur mépris de classe, ils pensent peut-être avoir fait un coup politique permettant de stabiliser

la situation. Mais ils se trompent lourdement. En réalité, ils creusent la crise politique. La défiance s'accroît à force de ne pas respecter les règles de leur propre système politique. Pour cette classe parasitaire, la démocratie bourgeoise ne vaut que si les résultats les confortent pour continuer l'exploitation.

Ensuite, cette politique d'austérité et de misère va engendrer plus de difficultés économiques et une nouvelle dégradation des conditions de vie et de travail pour la majorité de la population. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le rejet de leur politique va s'accroître et chercher à s'exprimer d'une manière ou d'une autre.

LUTTER, S'ORGANISER !

Les jeunes et les travailleurs, uni-es et en lutte, devons mettre un coup d'arrêt à la désespérance sociale et politique qui favorise l'extrême-droite, nourrit le racisme et les discriminations. Il va falloir répondre à la situation à la hauteur des enjeux.

Le mouvement ouvrier (les syndicats, partis qui défendent les travailleurs et la populations, etc.) doit porter des perspectives non seulement de résistance, dans la lutte et les mobilisations, mais aussi, et surtout, d'une société débarrassée de la misère, des guerres, des discriminations et de l'exploitation.

COMMENT S'UNIR ?

La période politique actuelle montre, bien plus clairement que précédemment, que la lutte sociale pour

la satisfaction de nos revendications immédiates et la lutte politique pour le pouvoir sont intimement liées. Ce sont les deux facettes d'une même médaille : la lutte des classes !

Dès lors, l'unité de la classe ouvrière est une question centrale. Nous avons besoin d'un front unique des travailleurs et des travailleuses et de leurs organisations, syndicales, politiques et associatives. Ce front devrait se construire autour d'un plan d'action pour développer les luttes, grâce à un programme (mots d'ordre, revendications...) qui s'en prend frontalement aux intérêts capitalistes.

UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE ET SOCIALISTE !

Un tel programme doit répondre aux intérêts immédiats des travailleurs et de la majorité de la population (salaires, prix, retraite, emploi, etc). Dans le même temps, il doit avoir comme objectif la construction d'une autre so-

ciété, en défendant dès maintenant la mise en propriété publique des moyens de production et l'expropriation des capitalistes, pour pouvoir décider de ce qu'on produit et comment, et la diminution du temps de travail pour partager le travail entre toutes les mains et toutes les têtes.

Dans les syndicats, avec les partis tels que la France insoumise, dans les luttes, mettons ces discussions à l'ordre du jour.

Ce sont des discussions que nous avons à la Gauche révolutionnaire. Chacune et chacun peut venir discuter avec nous pour nous rejoindre et renforcer le combat pour le socialisme, la seule société qui peut en finir avec le capitalisme et ses horreurs. Il y a deux mots d'ordre fondamentaux du socialisme authentique : un gouvernement des travailleurs et des travailleuses, par et pour eux-mêmes, afin d'instaurer une société qui fonctionnera selon le principe : « de chacun-e selon ses moyens, et à chacun-e selon ses besoins » !



**CRISE
POLITIQUE
CET ÉTÉ :
MACRON USE
SON POUVOIR
À FORCE
D'EN ABUSER !**

PAGE 3



**NIGERIA : REJOIGNEZ
LA CAMPAGNE
INTERNATIONALE CONTRE
LA RÉPRESSION**

PAGE 11



**IL Y A 160 ANS,
LA FONDATION
DE LA PREMIÈRE
INTERNATIONALE**

PAGE 2

IL Y A 160 ANS, LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

La fondation de la 1^{re} Internationale a été une étape majeure dans la construction du mouvement ouvrier et pour la clarification politique entre les principales tendances des courants révolutionnaires.

Les forces productives des pays capitalistes principalement en Europe et aux USA avaient déjà tellement de connexions, d'interdépendance que la classe ouvrière ne pouvait pas envisager de mener la lutte contre la bourgeoisie sur la seule échelle nationale.

Les nations européennes menaient entre elles des guerres expansionnistes pour y conquérir des nouveaux territoires pour ouvrir de nouveaux marchés afin d'y investir leur capital et écouler leurs marchandises.

Après le « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » du *Manifeste du Parti communiste* écrit par Marx, une organisation internationaliste était indispensable pour que les travailleurs refusent de tuer leurs frères des autres pays au nom de la nation et du chauvinisme. D'ailleurs la section allemande de l'AIT a mené une lutte énergique et sans relâche contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Face aux coalitions des différentes bourgeoisies pour réprimer le mouvement ouvrier, l'AIT pouvait développer la solidarité internationale de la classe ouvrière.

L'AIT est le résultat d'un travail acharné de Karl Marx et Friedrich Engels, qui avaient fondé la première organisation internationale pour la révolution : la Ligue des communistes. Karl Marx a donné un sens concret au mot « socialisme » grâce à la dialectique et matérialisme historique. Il a démontré que la classe ouvrière était la seule à pouvoir changer le monde et la seule qui avait vraiment intérêt à renverser les capitalistes, de par son rôle dans la production et ses intérêts opposés à la bourgeoisie.

Pour cela, elle devait s'organiser en parti indépendant de toutes les autres classes et avec son propre programme.

Marx et Engels ont mené une lutte sans relâche dans tous les meetings et lieux de réunions de la classe ouvrière pour gagner sa direction politique. Ils avaient le rôle aussi de rassembler autour d'eux toutes les tendances qui se disaient socialistes et du côté de la classe ouvrière.

En 1848, l'Europe connaît une période révolutionnaire menée par la bourgeoisie républicaine qui entraîne les masses prolétarienne - le Printemps des Peuples, qui secoua le joug des vieilles monarchies plus ou moins réactionnaires pour obtenir plus de libertés politiques en général et pour les minorités nationales en particulier.

Pour Marx, cette phase de révolution démocratique bourgeoise, la conquête de droits démocratiques qui en résultaient, tout autant que le développement du capitalisme et de son corollaire du développement de la classe ouvrière, rendait impératif que les travailleurs s'organisent dans leur propre parti afin de défendre leurs propres intérêts.

28 SEPTEMBRE 1864 : LA FONDATION

C'est à la suite de rencontres à Londres de militants ouvriers européens, dont des Français avec particulier de syndicalistes anglais, qu'il est décidé de réunir un congrès qui aboutira à la fondation de l'AIT, à la constitution d'un Comité central, sur la base d'une adresse aux ouvriers européens écrit par Marx et de statuts provisoire. Un premier congrès aura lieu en septembre 1866 qui voit déjà les bases des divergences entre les collectivistes marxistes et les anarchistes, d'abord de la de la tendance française proudhonienne puis

dès 1869 des collectivistes dits antiautoritaires de Bakounine, qui entraîneront la destruction de l'AIT quelques années plus tard.

L'AIT a connu une ascension fulgurante parmi la classe ouvrière allant à regrouper jusqu'à plus de 6 millions de membres. Elle était haïe par les bourgeois qui ont utilisé tous les moyens légaux et illégaux pour la stopper, tant ils craignaient qu'elle puisse l'exproprier et qu'advienne la dictature du prolétariat.

LES DIVERGENCES S'ACCROISSENT

L'AIT était le rassemblement de toutes les forces vives révolutionnaires, c'était une nécessité mais elle était empêchée d'avoir une unité d'action car elle rassemblait en son sein deux courants divergents.

Du congrès de fondation en 1866 à celui de la scission entre le courant anarchiste bakouniniste et les marxistes, il y aura 3 congrès durant lesquels les divergences vont s'accroître, tout autant sur les modes d'organisation de l'AIT (fédérations autonomes contre parti centralisé), les mots d'ordre à défendre que sur les modes d'action (action directe minoritaire contre l'action de masse majoritaire) contre ou la stratégie de construction (participation à la vie politique du capitalisme en particulier dans le cadre électoral ou abstentionnisme), et enfin sur la finalité de la révolution.

Sur la base de la dialectique, les marxistes défendaient la nécessité de construire un État ouvrier dans le cadre de la révolution afin d'imposer la dictature du prolétariat qui avait pour tâche d'imposer la volonté révolutionnaire majoritaire à la minorité bourgeoise réactionnaire (le socialisme) puis de construire la société sans classe ni État (le communisme). Les anarchistes bakouninistes refusaient cette phase transitoire du

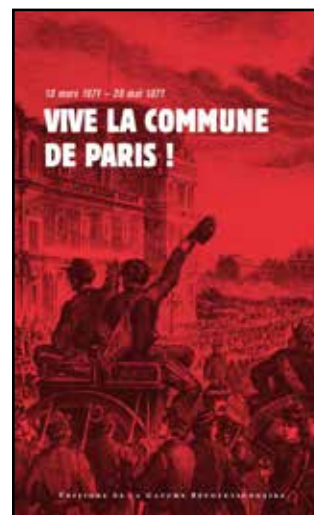
socialisme et préconisaient la destruction de tout État pour aboutir immédiatement à la société sans classe ni État (l'anarchisme). Dès le congrès de Bâle de 1869, les bakouninistes sont majoritaires (63 %), contre les marxistes (31 %) et les proudhoniens (6 %).

LA DISLOCATION

Alors que le congrès qui devait se tenir à Paris en 1870 est empêché à cause de la guerre franco-prussienne, puis par la Commune et son écrasement, la section de la AIT romande (ou jurassienne) tenue par Bakounine réunit son propre congrès qui remet en cause l'action de masse au profit de l'action directe minoritaire : un état d'esprit de « révolution imminente » s'était formé. La majorité d'entre eux ne comprenaient pas que la contre-révolution avait fait gagner des années de survie au capitalisme. Le prolétariat en tant que force politique avait été anéanti pour de nombreuses années avant de pouvoir occuper le devant de la scène. Il était nécessaire d'user de patience de consolider des larges partis ouvriers à l'échelle de masse pour pouvoir conquérir le pouvoir.

La section jurassienne sera soutenue rapidement par les fédérations italienne, espagnole et française. En septembre 1871, la section jurassienne se met en marge de l'AIT en adoptant de nouveaux statuts contradictoires

Ces brochures et d'autres sont disponibles sur : www.gaucherevolutionnaire.fr/boutique



avec ceux de l'AIT et en refusant l'autorité du Comité central.

L'année suivante, le Congrès de La Haye de 1872, Les jurassiens veulent y faire adopter une motion antiautoritaire, sans quoi ils se retirent. Bakounine est exclu lors du congrès de La Haye de 1872 car il a maintenu sa section de l'Alliance démocratique sociale malgré son adhésion à l'AIT. Plusieurs sections se solidarisent avec les bakouninistes et quittent l'AIT pour fonder leur propre Internationale.

Le congrès de Genève de l'AIT de 1873 est un fiasco avec 35 délégués ne représen-

tant qu'eux-mêmes. Le siège et le comité central est transféré à New-York. Le congrès de Philadelphie de 1876 décidera de la dissolution. Cependant l'Internationale anarchiste de survira pas très longtemps (3 ans). Ce n'est que 15 ans plus tard que les conditions étaient réunies pour la naissance d'une nouvelle internationale construite par les socialistes : l'Internationale ouvrière ou 2^e Internationale qui finira par trahir la classe ouvrière à l'occasion de la 1^{re} guerre mondiale. Malgré une tentative en 1923, les anarchistes ne reconstruiront pas d'Internationale.

DICTATURE DU PROLÉTARIAT OU ABOLITION DE L'ÉTAT ?

COMMENT LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE DE LA COMMUNE A CONSACRÉ LE TRIOMPHE DU MARXISME SUR LES ANARCHISMES



« La Révolution communale, commencée par l'initiative populaire du 18 mars, inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique. C'est la fin du vieux monde [...] auquel le prolétariat doit son servage, la Patrie, ses malheurs et ses désastres. » Extrait du programme de la Commune, 19 avril 1871.

Les travailleuses et travailleurs mettent en place un début de dictature du prolétariat, menée par la classe ouvrière. À Paris, la population se réunit pour discuter de la situation, des solutions, faire pression sur les élus, etc. Un embryon d'État ouvrier est organisé, avec des instances mises en place par les Communards. Ceci permet la constitution d'une phase de double-pouvoir : l'État prolétarien de la Commune face à l'État bourgeois à Versailles.

Par comparaison, la Commune de Lyon durera quelques jours. Un premier « comité de salut public », fait par les républicains et certaines sections de l'AIT, proclame la

fin de l'empire pour organiser des élections, puis se dissout. Puis le « Comité de salut de la France », créé par Bakounine et les sections de l'AIT, pénètre avec une centaine de militants dans l'hôtel de ville, décrète la fin de l'État, mais... ils seront obligés de négocier leur fuite face à l'armée.

S'il manque à la Commune de Paris, un parti révolutionnaire, ouvrier et socialiste pour s'adresser aux paysans pauvres et étendre la Commune partout en France pour contrer la répression de la réaction, ici bourgeoisie républicaine ; il manque la classe ouvrière en tant que classe à la Commune de Lyon, pour ne vaincre rien que la garde nationale présente sur place.

Marx défendait l'action centralisée du parti quand les anarchistes dénonçaient une dérive prétendument « autoritaire », se condamnant à la défaite certaine en l'absence de la seule classe constituée en tant que classe capable de renverser le capitalisme : le prolétariat.



Congrès de Bâle de l'AIT en 1869, désormais majoritairement pour la propriété collective des moyens de production

CRISE POLITIQUE CET ÉTÉ : MACRON USE SON POUVOIR À FORCE D'EN ABUSER !

Macron a nommé Premier ministre Barnier, un politicien de droite aguerri, après avoir refusé d'ennommer un·e du NFP. La colère, forte depuis la dissolution, ne s'estompé pas. D'autant que son nouveau gouvernement est une alliance de combat ! Treize macronistes officiels et 22 ministres de droite (LR, Modem, Horizons, UDI). De quoi continuer la même politique et réjouir les patrons du CAC 40 !

« COUP DE FORCE » OU VRAI VISAGE DU CAPITALISME ?

L'idée d'un « coup d'État » ou coup de force pour d'autres est largement partagée. Macron n'a pas respecté la tradition de nommer un Premier ministre de la première force du pays. Mais il n'a rien fait d'illégal, car la Ve République, de nature antidémocratique et bonapartiste, l'y autorise attribuant beaucoup de pouvoir au Président. Ce qui se passe en ce moment révèle le véritable visage de la démocratie bourgeoise, qui n'a de « démocratique » que le nom et quand cela les arrange ! La crise politique est

profonde. Macron est détesté et son gouvernement n'est pas légitime. Ils vont à nouveau devoir recourir à encore plus de violence dans la répression et voudront imposer leurs lois à l'Assemblée.

LA REVENDICATION DE LA 6^E RÉPUBLIQUE, POURQUOI ÇA NE PEUT PAS SUFFIRE ?

L'idée d'une autre république, qui fonctionnerait sur d'autres bases, plus démocratiques est souvent évoquée. La 6^e République est par exemple au cœur du programme de la France insoumise. Nous sommes pour en finir avec la 5^e République et pour une assemblée constituante. Comment les travailleurs et la majorité de la population peuvent-ils vraiment décider ? Quelle démocratie voulons-nous ?

Au quotidien, les travailleurs sont soumis à la dictature des patrons qui nous imposent leurs politiques. Donc on ne peut pas lutter autour du mot d'ordre d'Assemblée constituante sans se battre pour en finir avec le système capitaliste et l'exploitation. Les deux vont ensemble.

La convocation d'une assemblée constituante, quand la lutte des classes est faible et les travailleurs inorganisés, revient à remettre l'organisation et l'écriture de la nouvelle Constitution à nouveau dans les mains des mêmes : les capitalistes et leurs partis. Dans l'Histoire, les assemblées constituantes décisives ont toujours eu lieu pendant des mouvements révolutionnaires.

LES TRAVAILLEURS FONT TOURNER LA SOCIÉTÉ, C'EST À EUX DE LA DIRIGER !

Les expériences passées du mouvement ouvrier comme la

Commune de Paris ou les Soviets après la Révolution d'octobre sont un exemple dont on pourrait s'inspirer : des assemblées de travailleurs élus, rémunérés au salaire moyen d'un ouvrier qualifié et révocables à tout moment seraient un bon moyen d'avoir un contrôle sur les institutions, et on pourrait gérer la société en fonction des besoins de toutes et tous. On ne pourra pas faire tourner la société pour nos intérêts si on n'a pas le contrôle sur nos institutions et sur l'économie. Il s'agit de construire un État réellement au service des travailleurs, le socialisme !

■ LÉON



VERS UNE CLARIFICATION POLITIQUE À GAUCHE ?

Le Nouveau front populaire (NFP) a émergé comme une alliance électorale d'urgence pour empêcher Bardella d'arriver au pouvoir. Mais les masques de l'« unité » du NFP sont vite tombés. Le vote NFP a souvent été porté par la force militante qu'est la France insoumise. Après l'avoir utilisé pour avoir des élus, les Macron-compatibles, du PS ou des Verts, ont avoué qu'ils n'avaient jamais eu l'intention d'appliquer le programme. Lequel n'est pourtant que quelques mesures de première urgence !

DES POLITIQUES INCOMPATIBLES

Le PS a ainsi annoncé qu'il voterait contre la destitution de Macron... Si la ligne de Faure tient dans le parti, c'est sûrement parce que leurs élus pensent aux municipales. Sans l'alliance avec LFI, ils auraient eu moins de députés, comme en 2022. Normal : nous n'avons pas oublié Hollande et sa politique archi-antisociale, raciste avec Valls... et Macron !

Quant au PCF, la ligne majoritaire de Roussel a été tournée vers cette alliance politique bien

faible avec le PS et d'autres, surtout contre LFI et Mélenchon, sans pour autant avoir une position de classe. Le PC continue à payer cette politique avec seulement 9 députés élus...

Des lignes politiques incompatibles s'affrontent au sein du NFP. Ce qui est sûr, c'est que toute défense des intérêts de la majorité devra passer par un affrontement entre les travailleurs et les capitalistes. Mais les parlementaires sont des points d'appui dans cette bataille, pas le moyen de gagner.

S'ORGANISER INDÉPENDAMMENT DES PRO-CAPITALISTES

En juillet, nous écrivions : « La FI a été bien souvent une boussole pour toutes celles et ceux qui veulent résister et gagner contre Macron, le RN et les grands capitalistes. (...) Mélenchon et ses dirigeants ont une responsabilité. Ils devraient (...) appeler à hausser le ton, à s'armer politiquement (...) en créant un vrai parti, à partir de la FI, autour d'un programme de lutte et de rupture avec le capitalisme, que les militant·es



**Toute défense
des intérêts
de la majorité
devra passer
par un affrontement
entre les travailleurs
et les capitalistes.**

puissent discuter et élaborer collectivement. En appelant à rejoindre massivement (...) une force politique plus solide et efficace (...) des milliers de travailleurs et de jeunes prendraient à bras le corps (...) le combat contre le capitalisme. »

Le gouvernement Barnier va-t-il faire long feu ? Rien n'est moins sûr. Et pour faire valoir nos intérêts face aux capitalistes, il faut avancer vers l'organisation de la classe ouvrière et de la jeunesse en toute indépendance politique des pro-capitalistes.

■ CÉCILE RIMBOUD

BARNIER-MACRON, ON NE PAIERA PAS VOS CADEAUX AUX RICHES !

L'inflation et la concurrence entre les grandes puissances ont eu raison de la faible croissance d'après-covid. Des risques de crises financières existent dans l'IA ou dans l'immobilier. L'Allemagne rentre en récession et la France n'en est pas loin. L'automobile est un des secteurs les plus mal en point et licencie. Barnier, comme les autres avant lui, parle de réindustrialisation, mais cela ne se fera que dans les secteurs les plus rentables et pas en fonction des besoins de la population.

Bruno Le Maire avait annoncé 30 milliards d'euros de coupes budgétaires. Son argument est la dette ou le déficit public, mais c'est lui qui a creusé les trous : 904 milliards de dettes, dont 343 milliards qui ne sont pas dûs aux crises (38 % de la hausse de l'endettement depuis 2017). Le déficit passe de 3,4 % à 5,6 %, merci les cadeaux aux riches qui ont réduit les recettes ! Même la Banque de France dit qu'il faut les réimposer. Au total, ce sont plus de 223 milliards d'aides aux entreprises distribués en 2023. Alors c'est qui les assistés ? Le ministre démissionnaire peut bien de-

mander 2 milliards d'économies aux collectivités locales, ça représente 1 % des aides versées aux entreprises.

UN BUDGET 2025 BRUTAL

Le futur budget s'annonce, comme prévu, d'austérité. Sans prendre en compte les dépenses de sécurité sociale, ni des collectivités territoriales avec une inflation à 2 %, le budget présente des coupes d'environ 10 milliards d'euros de dépenses. L'armée augmente à 3,3 milliards alors qu'on n'en a pas besoin. Par contre, le ministère de l'emploi perd 2,3 milliards et les chômeurs sont encore attaqués. Le remboursement de la dette devient le 2^e poste de dépenses avec 64,3 milliards, juste derrière l'Éducation. Sous prétexte de crises économiques, que le capitalisme et les gouvernements causent et aggravent, on se prend des coupes de budget dans les secteurs essentiels aux conditions de vie et de travail de la majorité de la population. Ça suffit, c'est à nous de définir les priorités, sans eux !

■ M.L.

LE RN, CETTE BÉQUILLE DE MACRON ET DES CAPITALISTES !

Le RN se présente comme le « défenseur du peuple » et le premier opposant « constructif » à Macron. Quelle fumisterie ! Aujourd'hui, il ne s'oppose pas au gouvernement Barnier, mais le met sous surveillance. Quelle pitoyable blague ! Si l'on traduit, cela revient à ne pas s'opposer. Voteront-ils la censure ? Rien n'est moins sûr, mais cela permettra peut-être de clarifier leur vrai rôle.

On savait que leur prétendu programme social était une mascarade. Le RN prouve encore aujourd'hui qu'ils ne sont qu'une béquille pour Macron, qui permet la division de notre classe sociale dans les urnes et l'affaiblissement de nos luttes.

UN PARTI PIVOT ?

Dans les médias, le RN est présenté comme le parti pivot capable de faire et de défaire les gouvernements des macronistes et de la droite. Cela ne va pas de soi. Cela résulte uniquement de la stratégie de Macron de placer ce parti, encore et toujours, au centre du jeu pour en faire son assu-

rance-vie. Ne doutons pas que Barnier et son gouvernement libéro-conservateur, aux relents réactionnaires pour certain·e·s de ses ministres, travaillera avec le RN. En définitive, ils sont d'accord sur l'essentiel concernant l'économie, le social, la politique raciste, ou encore la nécessité de réprimer les contestations sociales.

Bien sûr, dans le contexte de crise politique et sociale et d'instabilité qui s'approfondissent, il est clair qu'une fraction de la bourgeoisie et des capitalistes, comme Bolloré, a fait le choix de l'extrême droite, espérant faire passer le RN du statut de béquille du régime au statut de gourdin du système, le cas échéant. Cependant, il n'y a rien de mécanique. Pour l'essentiel, l'extrême droite se nourrit du désespoir social et politique. C'est par nos luttes et des grèves résolues, dans les lieux de travail, d'étude et dans nos quartiers que nous redonnerons espoir et que nous ouvrirons la voie à la fin de cette société !

■ YANN VENIER

IL EST TEMPS DE
FAIRE LA GRANDE
UNION DES GENS
DE DROITE QUI
SE PRÉTENDENT
DE GAUCHE.



Bernard Cazeneuve (PS), le (regretté) retour

LUTTONS CONTRE LE CHÔMAGE ET LES LICENCIEMENTS !

Les plans de licenciements et les fermetures de sites sont nombreux dans tout un tas de secteurs. Exxon Mobil, sous-traitants de l'automobile comme MA France... Les capitalistes sacrifient des productions et activités entières pour le profit maximum avec le moins d'investissements possibles et la surexploitation.

Les travailleur.ses se sentent souvent impuissants face aux décisions d'actionnaires inconnus tombées d'en haut. Il faut un programme d'action pour résister et empêcher ces suppressions d'emplois !

> ZÉRO SUPPRESSION D'EMPLOI, ZÉRO LICENCIEMENT !

C'est une bataille centrale des travailleur.ses et de leurs organisations syndicales et politiques. Il s'agit de contester le droit des patrons de saccager nos vies et celle de nos familles, et de mener la bataille tous ensemble.

Ce n'est pas en cherchant un repreneur qu'on va sauver un site de la fermeture. À ce jeu, ce sont les patrons qui gardent la main, accompagnés des politiciens locaux. Et

s'il y a reprise c'est souvent une arnaque pour gagner du temps ou le site licencie quand même. La bataille pour le zéro licenciement ou fermeture du site est donc primordiale. Il faut retirer des mains des actionnaires le droit de licencier ou de fermer.

Le seul moyen : placer l'entreprise sous notre contrôle. Revendiquons la mise en propriété publique de l'entreprise, sous le contrôle et la gestion des travailleur.ses des entreprises qui licencient. Si le site doit fermer, le maintien des salaires, le paiement de la formation et la garantie de réembauche sont essentiels.

> 32 H/SEMAINE, SANS PERTE DE SALAIRE NI FLEXIBILITÉ !

C'est tout à fait possible de réduire de 35h officielles à 32h de travail par semaine, sans perte de salaire, ni flexibilité. C'est possible en prenant dans les profits des grands capitalistes. La réduction du temps de travail s'accompagnera des embauches correspondantes et baissera le chômage massivement. Il faut en faire une des revendications centrales !

CAMAÏEU ROUVRE DISCRÈTEMENT APRÈS 2000 EMPLOIS SUPPRIMÉS

L'enseigne Camaïeu rouvre. Qu'en est-il des salariées licenciées ? La marque, placée en liquidation judiciaire par le tribunal de Lille en 2022, rouvre ses portes en ligne et dans douze magasins, deux ans après son rachat par la marque Celio.

Le patron de Celio n'avait cependant racheté que le nom Camaïeu sans les 500 magasins, les stocks ou les emplois de plus de 2000 salariées, laissant ces dernières sans-emploi.

Au final, seule une centaine de salariées ont été embauchées pour cette réouverture, dont seulement une dizaine précédemment employées par Camaïeu ! La marque ne rouvre d'ailleurs pas en tant que magasin seul, mais devient une extension de Celio. Une gamme pour femmes sous le nom « Be Camaïeu », vendue à long terme dans des magasins Celio agrandis. Encore un tour de passe-passe pour licencier sans payer dignement les travailleuses !

RAFFINERIE EXXON MOBIL : NON AUX LICENCIEMENTS !

Depuis mars 2024, la direction veut fermer l'unité de vapocraqueur de Port Jérôme pourtant si utile à toute la raffinerie.

La direction a maintenu son PSE unilatéralement, car les 4 syndicats FO, CGT, CFDT, CFE-CGC n'ont pas signé. En juin, ils ont multiplié les débrayages et blocages, soutenus par d'autres salariés et la population locale, fortement impactés par cette fermeture. Le PSE a été envoyé pour homologation aux services de

l'État, mais ceux-ci ont demandé qu'il soit revu car jugé trop faible pour les salariés.

Fin septembre, ce sont donc 608 et non plus 677 licenciements qui sont prévus, preuve qu'il était possible que la direction recule. Les syndicats refusent toujours de signer le PSE. Une centaine de salariés sont toujours en grève ces jours-ci. Les premières lettres arriveront en janvier 2025. La lutte contre tous les licenciements est pour le maintien de l'activité est toujours d'actualité.

DÈS LE 1^{ER} OCTOBRE CONSTRUISON UNE GRÈVE MASSIVE CONTRE MACRON-BARNIER ET LES CAPITALISTES !

Dégager Macron, et toute sa politique avec, est à l'ordre du jour. Mais comment faire ? Cette discussion doit avoir lieu partout où il est question de lutter. Seule une lutte de masse des travailleurs et des jeunes, unis autour de leurs revendications, ouvrira la perspective d'en finir avec Macron et sa politique.

L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES

Dans les récentes manifestations, les jeunes ont repris une place aux côtés des travailleurs, et s'en est dégagée une grosse énergie. Or il n'y avait qu'une toute petite partie des travailleurs des jeunes. Notre objectif doit être de réunir des centaines de milliers de jeunes avec des millions de travailleurs pour montrer où est la véritable force pour changer la société.

Le souhait d'unité est très présent dans les milieux militants. Il est partagé par toute une partie des travailleurs, qui regardent si les appels à la grève sont intersyndicaux pour mesurer le potentiel de la grève.

Pour qu'on se mette tous en lutte et dans l'unité, il faut d'abord discuter de nos revendications et s'unir autour d'elles : augmentation de salaires, 0 licenciement, pour des services publics de qualité, nationalisation des principaux secteurs et

le contrôle ouvrier.

Dès aujourd'hui, les équipes syndicales sur nos lieux de travail et les militants politiques ont un énorme rôle à jouer pour lancer les discussions autour de ces revendications.

POUR UN FRONT UNI DES SYNDICATS ET DES PARTIS

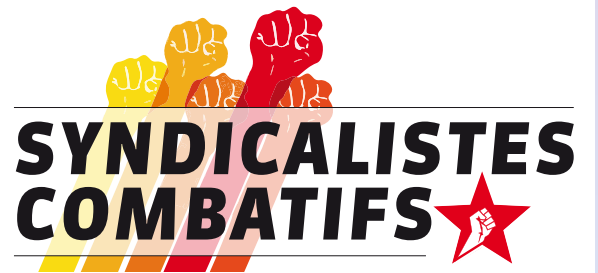
Cette unité dans la lutte ne viendra pas seulement d'un appel d'une organisation seule syndicale ou politique, aucune n'ayant cette force aujourd'hui. Les manifestations politiques contre Macron et Barnier ne s'opposent pas à la grève du 1er octobre. Au contraire, un front uni de toutes les organisations qui s'opposent à la politique de Macron et des capitalistes est nécessaire regroupant les partis tels que LFI, le PCF, les syndicats de travailleurs, les organisations de jeunes, les associations antiracistes, environnementales, de lutte pour les droits des femmes...

Bien sûr, il y a des courants différents dans notre camp, mais ce front permet l'unité dans l'action sur les revendications des travailleurs et des jeunes. Cela peut permettre de regrouper au-delà de ces forces et de s'unir autour de revendications qui s'en prennent directement aux intérêts des capitalistes.

■ YOHANN BIS



PARTICIPEZ À



Les militants ouvriers et syndicalistes de la Gauche révolutionnaire sont actifs dans des secteurs de travail et souvent dans leurs syndicats. Au sein d'une commission pour le travail ouvrier et syndical, nous partageons la situation dans les entreprises, les expériences de lutte et discutons des revendications et de stratégie pour gagner face à Macron et aux capitalistes.

Ce groupe « Syndicalistes Combatifs » s'adresse largement aux travailleur.ses via ses tribunes dans les manifestations, les lieux de travail.

Il faudrait un réseau de syndicalistes combatifs dans le pays pour reconstruire des syndicats de masse, actifs et plus démocratiques et re-politiser notre classe, sur des revendications immédiates comme contre l'exploitation capitaliste !



Inscris-toi à la lettre d'infos !

DÉFENDONS LES SERVICES PUBLICS, PIOCHONS DANS LES 1 200 MILLIARDS DES PLUS RICHES !

Même démissionnaire, le gouvernement Attal ne s'est pas gêné pour continuer la politique d'austérité de Macron en préparant le projet de loi de finances 2025. Attal a défini un budget équivalent à celui de 2024 qui masque en fait une coupe de 10 milliards avec une inflation estimée à 2 %. Il a privilégié la sécurité et l'armée au détriment du ministère du travail (-1,3 milliard), de l'éducation, et de la sécurité sociale qui subira un nouveau coup de rabot (-1 milliard). Tout ça a de quoi faire bondir. Les alliés politiques de Macron tentent de justifier la situation en évoquant un « trou » de 30 milliards, « oubliant » par ailleurs que les 500 familles les plus riches de France cumulent une fortune de 1 200 milliards !



Les 500 familles les plus riches de France cumulent une fortune de 1 200 milliards d'euros

Macron n'a aucune base politique et sociale, et pourtant, il fait le choix d'accentuer encore sa politique au service des plus riches, tout en imposant l'austérité au reste de la population. Le gouvernement Barnier marque une nouvelle droitisation des « macronistes » et compte sur l'appui discret du RN qui s'oppose à tout

retour de l'impôt sur la fortune et qui estime qu'il y a « des économies à faire sur le fonctionnement de l'État » (L. Jacobelli).

ON A BESOIN DE MONOPOLES PUBLICS !

Couper les moyens des services publics pour dire ensuite que ça ne fonctionne pas est une méthode déjà employée dans le domaine des transports (SNCF) et de l'énergie (EDF/GDF) pour privatiser à tour de bras. C'est un vol organisé de ressources publiques pour enrichir de grands groupes capitalistes. En se cachant sous l'acronyme « mission de service public », ils cassent les conditions de travail des salariés, sous-traitent à tour de bras et n'ont aucun scrupule lorsqu'il s'agit de

faire des bénéfices. Les pratiques maltraitantes des grands groupes privés de crèches dénoncées par Victor Castanet sont révélatrices des conséquences dramatiques de la mainmise du privé dans des services publics. Profitons de la fragilité du gouvernement, emparons nous de cette lutte dès le 1^{er} octobre, en étant en grève et dans la rue, à l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle.

La question de défendre de vrais services publics totalement gratuits et sous contrôle des travailleurs et de la population et de (re)nationaliser la gestion de ces biens indispensables (énergie, transports, santé...) est vitale pour la fonction publique, mais aussi pour toute la population.

■ L. C.

COMMENT S'ORGANISER POUR DÉGAGER MACRON ?

Face à la politique de coupes massives dans les services publics du gouvernement de combat Macron-Barnier et face aux capitalistes qui multiplient les licenciements, il faut construire une mobilisation de masse des travailleurs et des jeunes pour les stopper et pour gagner sur nos revendications vitales. La grève interprofessionnelle du 1er octobre, appelée par la CGT, la FSU et Solidaires doit être un premier pas dans cette direction.

La colère contre Macron et les capitalistes qui se gavent est bien là. Maintenant, il faut la transformer en action et encourager un maximum de tra-

vailleurs à lutter et se mobiliser. Pour cela, les syndicats et les équipes syndicales sur les lieux de travail doivent lancer une véritable campagne de mobilisation pour la grève du 1er octobre en diffusant des tracts d'appel partout : lieux de travail, quartiers populaires..., en proposant des heures syndicales et des AG partout pour discuter de nos revendications et des suites du 1er octobre.

POUR UN VÉRITABLE PLAN DE LUTTE POUR GAGNER !

La grève du 1er octobre doit être la plus massive possible,

pour faire une démonstration de force des travailleurs, pour leur montrer qu'on ne se laisse pas faire. Mais c'est une évidence qu'une seule journée de grève ne suffira pas pour gagner. Pour pouvoir construire un mouvement de masse, il nous faut un véritable plan de lutte qui donne des perspectives après le 1er octobre et qui se base sur une plateforme revendicative combative. Et on doit exiger cela de nos directions syndicales, puisque c'est leur rôle normalement.

Un plan de lutte qui prévoit une journée militante le 1er octobre avec piquets de grèves, AG de grévistes, élaboration de tracts, participation massive



Pour pouvoir construire un mouvement de masse, il nous faut un véritable plan de lutte qui donne des perspectives après le 1er octobre

aux manifestations. Et ensuite une autre date rapprochée et une mobilisation, plus conséquente, en distribuant les tracts, notamment devant les entreprises peu ou pas mobilisées, en appelant la jeunesse, les demandeurs d'emploi et les retraités à rejoindre la mobilisation.

Par une plateforme revendicative, organisons et luttons pour : l'augmentation des salaires de 400 euros, l'indexation des salaires à l'inflation, stopper les plans de licenciements, des moyens pour les services publics avec embauche massive, la retraite à 60 ans après 37,5 annuités, la réduction du temps de travail à 32h sans perte de salaire... C'est en construisant des grèves solides dans chaque secteur cet automne, en créant des liens entre elles, que nous pouvons renforcer et élargir la mobilisation interprofessionnelle afin de gagner sur nos revendications.

■ OLAF VAN AKEN



Cortège de la Gauche révolutionnaire à la manif contre Macron du 7 septembre 2024

QUEL GOUVERNEMENT NOUS FAUDRAIT-IL ?

Avec la victoire du NFP aux législatives, la question s'est posée d'un gouvernement qui pourrait potentiellement appliquer pour une fois une politique en faveur des jeunes et des travailleurs. Sans être révolutionnaire, le programme du NFP proposait dans un premier temps des mesures d'urgence comme le blocage des prix, le smic à 1600 euros net, revenir sur les réformes anti-sociales et racistes de Macron... Puis des actions à plus long terme pour redonner aux services publics ce dont ils ont besoin, développer les énergies renouvelables, rétablir les impôts sur les riches... Bien sûr on ne pourrait pas faire confiance aveuglément à un gouvernement NFP, mais on aurait pris ces mesures.

Mais face à la crise du système, même ces quelques mesures d'urgence auraient demandé une

confrontation avec les capitalistes. Pour eux, l'augmentation des salaires ou l'abrogation de la réforme des retraites seraient insupportables car ils veulent maintenir leurs profits et la surexploitation. Sauf que la confrontation avec Macron et les capitalistes, les directions des partis PS-EELV et PCF au sein du NFP ne la veulent pas. C'est pour cela qu'il nous faut un vrai gouvernement ouvrier.

Il faudrait un gouvernement qui défend nos intérêts avec autant d'intransigeance que Macron défend ceux des capitalistes. Un gouvernement réellement au service des travailleurs serait issu de la lutte, et de ses organisations syndicales et politiques qui veulent lutter contre Macron et les capitalistes. Il ne s'agirait pas de se contenter d'un programme qui accepte le capitalisme ou de re-combiner un gouvernement avec des chef.fes du PS et de

EELV qui acceptent de mener des politiques similaires à Macron localement. Le programme d'un tel gouvernement devra être ferme face aux capitalistes. Pour cela, il devra reposer sur une mobilisation large et de longue durée.

LES MESURES D'UN GOUVERNEMENT OUVRIER

Seule une lutte massive et organisée pourra renverser le fonctionnement actuel et prendre les mesures nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de la majorité de la population, et plus de quelques capitalistes. Un gouvernement des jeunes et des travailleurs devra pour retrouver des marges de manœuvre économique sortir des traités européens et annuler la dette. Il devra aussi nationaliser les banques et créer un monopole public bancaire

avec un contrôle des capitaux pour éviter la fuite des richesses. Ainsi on pourra embaucher massivement dans les services publics et donner les moyens nécessaires pour une éducation, la santé, un logement gratuit pour toutes. Il faudra renationaliser le secteur de l'énergie, des transports et du bâtiment pour organiser la transition écologique, les rendre gratuits et construire massivement des logements sociaux. Pour stopper l'exploitation, augmenter les salaires, diminuer le temps de travail jusqu'à disparition du chômage, il faudra exproprier les plus grosses entreprises et les passer sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs. C'est ce que ferait un gouvernement des jeunes et des travailleurs, et c'est ce dont nous avons besoin.

■ MATTHIAS

FRANCE TRAVAIL : LA LOI DU MARCHÉ POUR LES CAPITALISTES !

La loi « Plein Emploi » permettant la transformation de Pôle Emploi en France Travail a pour but d'aider le patronat à maximiser l'exploitation des travailleurs. À compter du 1er janvier 2025, l'inscription obligatoire à France Travail des bénéficiaires du RSA, ainsi que les conjoint.e.s et les enfants en âge de travailler sera mise en place. Il reste encore 1,2 million de personnes à inscrire aujourd'hui et c'est

sur eux que la pression va être mise, avec plusieurs types de contrôles pour qu'ils prennent n'importe quel boulot, dans n'importe quelles conditions, surtout les plus mauvaises. Au sein de France Travail, les conseillers sont de plus en plus limités pour faire de l'accompagnement, et on leur demande de plus en plus de contrôler. Des deux côtés du guichet, revendiquons l'abrogation de la loi « Plein Emploi » !

GRÈVE À LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE !



Les agents de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) étaient en grève le 19 septembre. De précédentes mobilisations avaient eu lieu les 14 et 29 août après l'annonce d'un plan « social » prévoyant d'importantes coupes budgétaires frappant de plein fouet les salariés. La Direction nationale de la PJJ a décidé de ne pas renouveler certains postes de contractuels, qui représentent pourtant 20 % des effectifs

(2 273 contractuels sur 9 763 salariés ; chiffres de 2023). Déjà restreints par un manque de personnel, cette nouvelle baisse des effectifs entraîne depuis le 1er septembre un arrêt de suivis en cours : rien qu'en Île-de-France, ce sont environ 1 500 enfants qui n'auront pas de suivi éducatif. L'accompagnement des mineurs et de leur famille nécessite du temps et du personnel, deux choses qui ne sont pas accordées à la PJJ.

LA « RÉFORME » DU LYCÉE PROFESSIONNEL : L'EXPLOITATION POUR TOUS

La réforme du lycée professionnel a introduit une nouvelle mise en place des stages, ceux-ci sont désormais gratifiés. Cette gratification est de 50 à 100 euros par semaine en fonction de l'âge des élèves. Soit au maximum 400 euros par mois, pour un travail de 35 heures par semaine, sur 6 semaines par an. C'est moins d'un tiers du SMIC.

Cette gratification est versée par l'État. Les entreprises

ne dépensent pas un seul centime dans le cadre des stages, ce qui permet d'enregistrer les bénéfices en ayant une main d'œuvre gratuite à portée de main pour eux !

Avec cette nouvelle « réforme », on permet aux entreprises d'exploiter gratuitement des jeunes ! Exigeons une minima un salaire décent ! À la hauteur des tâches qu'ils doivent accomplir et du travail fourni !

ÇA VA LES RICHES LE SONT SUFFISAMMENT OU Y A ENCORE BESOIN DE PLUS ?

On a atteint en 2024 un nouveau record : la fortune des 500 plus riches de France atteint 1228 milliards d'euros... soit près de 50 % du PIB du pays ! Leur patrimoine a fait +844 % en 20 ans, pour 39 % d'inflation, bref ils se

mettent très bien. Et Macron ose nous dire en face qu'il n'y a pas d'argent magique, que la France est en déficit ! C'est juste qu'il est occupé à défendre les grands capitalistes. L'argent et les ressources sont là, allons les chercher !

RENTREE ÉTUDIANTE : TOUJOURS DANS LA PRÉCARITÉ, Y EN A MARRE ! REJOIGNONS LA RÉVOLTE CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME !

Cette année encore, la rentrée universitaire se fait sous le signe de la précarité pour les étudiants. En plus d'une hausse des frais de rentrée, l'inflation toujours plus conséquente force les étudiants à se priver, voire à vivre sous le seuil de pauvreté dans des conditions déplorables. Les bourses n'ayant pas augmenté pour y remédier, bien sûr.

Certains établissements proposent même des aménagements de cours à ceux forcés de jongler entre les petits boulots pour vivre. L'inaction de Macron face à la précarité étudiante est facilement explicable. La situation économique pousse les capitalistes à se protéger en maintenant les nombreuses coupes budgétaires, peu importe le prix pour nous.

ENTRONS EN LUTTE !

Le gouvernement capitaliste préfère investir dans les JO et le génocide à Gaza que d'offrir une vie décente aux étudiants. L'accès à un logement et aux

premières nécessités ne devrait pas être une question de mérite ou d'argent.

Discutons et décidons ensemble de notre avenir ! Organisons nos propres réunions et actions non seulement au sein de nos facs, écoles et IUT, mais restons en contact avec les travailleurs. Le 1^{er} octobre, jour de grève interprofessionnelle nationale, rejoignons la révolte contre Macron et les capitalistes ! Militons pour la revalorisation des bourses ; la réquisition des logements vides et plus de logements CROUS ; le droit à étudier et à vivre dignement !



■ CYAN

TOUT EST TROP CHER !

Les loyers ont pris 4 % au premier trimestre 2024. L'énergie coûtait +8,5 % en juillet 2024, selon l'Insee. Le pain a pris 5,5 % d'inflation, les œufs 6,3 %, les légumes frais 14,2 % !

Les patrons de l'agro-industrie se gavent sur notre dos ! Un hypermarché français a fait en moyenne 1 million d'euros de bénéfice en 2023. Ils obligent les agriculteurs à baisser leurs prix pour augmenter leurs marges : 31 % sur les laitages,

44 % sur les pâtes, 75 % sur les fruits et légumes bio.

Se loger, se chauffer, manger sont des besoins fondamentaux. L'État devrait nous garantir ces droits, pas qu'à ceux qui peuvent se les payer ! Le logement, le chauffage et l'alimentation pourraient être assurés par des services publics gérés démocratiquement, en prenant dans les profits des capitalistes. L'argent est là !

■ PAULINE

TROU EN FORMATION

On a tous déjà ri jaune devant ce panneau qu'on voit, hélas, trop souvent. Nos routes sont dans un sale état !

La faute au manque de moyens et à la « décentralisation » qui a laissé les collectivités « gérer » sans budget suffisant. Et de nombreuses collectivités gérées par LR, le RN ou le PS préfèrent filer des contrats à des capitalistes (Vinci, Bouygues-Colas...) qui se préoccupent plus de leurs profits que des besoins de la population ! D'où les grands projets inutiles d'A69, contournement Est de Rouen...

De 1^{er} mondial, on est passé à 18^e dans le classement de la

qualité des routes en 2019 ! L'austérité et la casse du Fret ferroviaire ont encore aggravé les choses depuis.

Une politique criminelle et coûteuse, tout ça pour les profits. Y en a marre ! Les routes nous appartiennent !

Un gouvernement au service des travailleurs et de la population dégagera les gros capitalistes de nos routes, en embauchant massivement dans un grand service public géré démocratiquement par les travailleurs, qui aura le monopole du secteur et les moyens de nous refaire des routes au top !

■ CÉCILE RIMBOUD

DEHORS LE PRIVÉ, LA SANTÉ N'EST PAS UN MARCHÉ !

Ces dernières années ont été marquées par des fermetures en chaîne de maternités, de services d'urgences, de psychiatrie... sans jamais prendre en compte de nos besoins !

UNE SANTÉ PUBLIQUE ABANDONNÉE

On aurait pu penser que l'épidémie de covid-19 permette de réaliser l'importance d'avoir un système de santé public avec de vrais moyens et qu'un changement de politique en découle. Loin de là ! Malgré les nombreuses grèves des différents secteurs médicaux et paramédicaux, les moyens n'ont jamais été donnés pour plus de matériel, plus de personnel... Les établissements sont gérés comme des entreprises, poussés à faire des économies, privatisés par morceaux : les parkings deviennent payants, les blanchisseries ou les restaurants sont cédés à des sous-traitants... La Fédération Hospitalière de France (FHF) rapporte que 39% des hôpitaux publics ont vécu une situation dégradée par rapport à l'été dernier. Le turn-over parmi les soignants est énorme, 98 % des établissements ont des difficultés de recrutement.

DÉFICITS DANS LE PUBLIC, PROFITS DANS LE PRIVÉ... CHERCHEZ L'ERREUR !

Les recettes de l'ensemble des cliniques privées à but lucratif augmentent chaque année : de 6,2 % entre 2019 et 2020, puis de 7,5 % supplémentaire entre 2020 et 2021, atteignant 19 milliards d'euros. On a une croissance des dotations versées par l'Assurance maladie au titre de « missions de service public ». Autrement dit, une réelle volonté politique de confier des pans entiers de la santé au secteur privé. Et évidemment, ce sont les secteurs les plus rentables qui sont cédés aux capitalistes afin que ces derniers puissent faire du profit ! Les secteurs plus coûteux, comme les services d'urgence, restent pris en charge par le domaine public.

POUR UN MONOPOLE DE SERVICE PUBLIC !

Pour avoir un système de santé opérant, qui s'adapte aux besoins changeant de la population, il est indispensable de l'extraire des mains du privé et de la recherche de profit qui lui est inhérente. Les laboratoires, les hôpitaux, EHPAD, les centres de rééducation... tout ce qui concerne notre



santé doit faire partie intégrante d'un monopole de santé public et doit être planifié démocratiquement pour répondre aux besoins de la population. Un système de santé efficient doit permettre à chacun, où qu'il habite, d'accéder facilement à des soins gratuits et de qualité.

Pour arriver à cela, soutenons les soignants en lutte et rejoignons-les pour défendre :

> Des hôpitaux et des structures de santé avec de vrais moyens !

> Embauche massive de personnels, campagne de rénovations, de réouvertures de lits...

> Fin des numerus clausus, hausses de

salaires et embauches massives de personnels au statut

> Suppression de la tarification à l'acte et augmentation des budgets à la hauteur des besoins décidés par les travailleurs et leurs organisations

> Création d'un monopole de santé public sous le contrôle des travailleurs pour assurer une offre de soins à la hauteur des besoins, réintégrer tous les secteurs sous- traités / privatisés (restauration, blanchisseries...), etc.

■ RACHEL

PÉNURIES DE MÉDICAMENTS LE CAPITALISME MENACE NOTRE SANTÉ !

En 2023, selon l'Agence nationale de sécurité des médicaments et produits de santé, on a eu 4 925 ruptures de stock, soit 31 % de plus qu'en 2022, c'est donc de pire en pire. Tous les secteurs sont concernés : paracétamol, anesthésiques, produit de contraste pour les IRM, traitements pour les diabétiques...

Fort heureusement, le gouvernement a la solution, avec

le plan Innovation Santé 2030 ! C'est-à-dire, 7,5 milliards d'euros investis... en cadeaux pour des grandes entreprises. Comme Sanofi qui a réalisé 43 milliards de profits en 2023. Mais ce n'est pas assez pour le groupe ! Il va arrêter la production de Doliprane qui « ne rentre plus dans la stratégie du groupe » et se concentrer sur des médicaments plus rentables plutôt que ceux destinés au grand public.

Lesquels sont tellement utiles que tout le monde en a chez soi !

Le gouvernement fait aussi des recommandations aux médecins de prescrire « en fonction des stocks » ce qui veut dire que vous pouvez repartir avec un produit moins efficace, ou rien du tout. La question des pénuries montre bien que la logique de marché est incapable de répondre à nos besoins vitaux ! Nous revendiquons donc une

embauche massive de personnel médical, une recherche médicale 100 % publique, la nationalisation sans indemnités ni rachat des labos pharmaceutiques placés sous contrôle ouvrier. Ainsi que la planification, pour produire en fonction des besoins réels et pas en fonction des profits.

Les médicaments n'ont pas à être des objets de commerce !

■ CONNOR

28 SEPTEMBRE : JOURNÉE MONDIALE DU DROIT À L'IVG POUR LE DROIT À DISPOSER DE SON CORPS !

Inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution est une bonne chose. Mais sans moyens, sans financer les centres d'IVG, cela reste abstrait ! Comment peut-on être libre d'avoir recours à des soins médicaux qui ne sont pas proposés près de chez nous ? Ces 15 dernières années, 130 centres d'IVG ont fermé. L'avortement est un droit essentiel et personne ne doit pouvoir dicter à quelqu'un quoi faire de son corps et l'obliger à mener une grossesse à terme.

LA NÉCESSITÉ DE SOINS DE PROXIMITÉ

Le manque de structures, la difficulté d'accès aux soins dans les campagnes et les déserts médicaux retardent la prise en charge des personnes voulant avorter au risque de dépasser le délai légal. Les femmes bourgeoises ont toujours pu aller avorter à l'étranger, mais qu'en est-il des travailleuses, des pauvres, des mineures ?

17% des avortements sont

réalisés hors département, ce qui implique d'organiser le trajet, manquer le travail, même de prévoir la garde des enfants déjà nés. Former plus de médecins à la gynécologie leur permettrait de savoir prescrire de la contraception et des pilules abortives en renfort des planings familiaux et des hôpitaux. Là où il manque des gynécos, il faut pourvoir les postes !

Le danger est que la liberté de choisir mener si l'on veut mener une grossesse à terme

soit en réalité hors de portée. Et ce, qu'importe les raisons de ce choix.

Le 28 septembre, participons toutes et tous à la journée mondiale pour le droit à l'IVG, le droit à disposer de son corps !



COMBATTONS LE RACISME, POUR UNE CAMPAGNE DANS LES LIEUX DE TRAVAIL !



Les conditions de vie se dégradent, au travail et en dehors de celui-ci. L'inflation est toujours présente malgré son ralentissement. Le plus dur reste la fin du mois, surtout les 30 derniers jours ! Et face à cela qu'entend-on, notamment dans les grands médias ? « C'est la faute aux migrants ! » « C'est la faute aux musulmans ! » « C'est la faute aux wokes ! »...

LEUR BUT : DIVISER ET AFFAIBLIR

Ce ne sont que des mensonges pour faire passer la pilule ! Les

migrants, noirs, musulmans, LGBT+, etc. ne décident pas des prix, des cadences et des salaires. Les discriminations, parmi elles le racisme et le sexisme, sont des armes de divisions et d'oppressions. En empêchant l'unité de la classe des travailleurs-ses, les capitalistes et les politiciens à leur service essaient de garder les cartes en main... pour de continuer à faire des profits !

Les oppressions spécifiques leur permettent aussi que les travailleuses et travailleurs qui les subissent soient encore plus durement exploités.

LES SYNDICATS ONT UN RÔLE DE PREMIER PLAN À JOUER DANS CETTE LUTTE POUR L'UNITÉ !

Les syndicats en particulier doivent lancer des campagnes antiracistes sur les lieux de travail pour faire en sorte d'unifier la classe ouvrière qui est aujourd'hui divisée ! Pas pour en faire une question morale type « le racisme c'est pas bien, faut pas être raciste » mais pour unir les travailleurs autour de nos besoins communs ! Ces campagnes pourraient défendre des revendications unifiantes comme :

> **Un boulot pour tous, utile à la société et qui permet d'en vivre.**

> **Réquisition et rénovation / construction de logements décentes et abordables.**

> **Des services publics gratuits, de qualité et accessibles !**

> **Pas de salaire ni pension sous 1800 euros nets.**

> **Pour une retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation.**

> **Abrogation de toutes les lois racistes, régularisation de tous les sans-papiers, droit d'asile pour tous ceux qui fuient la guerre et la misère. Luttons ensemble pour des conditions de vie décentes pour tou-tes !**

■ PEM

POUR L'ENVIRONNEMENT, LE BESOIN DE SERVICES PUBLICS !



Expérimentation de la consigne pour le verre, aides pour la rénovation thermique des bâtiments,... Macron serait-il réellement le « champion de la Terre » ou bien champion du Greenwashing sur fond d'enrichissement des entreprises capitalistes du secteur (avec de l'argent public) ?

L'expérimentation de la consigne pour le verre devrait être mise en place dans 4 régions dans plus de 1000 magasins avec pour objectif d'atteindre 10 % de récipients réemployés en 2027. Mais il ne s'agit pas d'inventer l'eau chaude, le système était en place jusque dans les années 2000. Si on le remet en place, c'est parce qu'en demandant aux consommateurs de payer une consigne d'environ 30cts par récipient, le gouvernement veut faire payer les travailleurs, tout en permettant aux capitalistes de s'enrichir

en faisant des économies sur l'achat du verre car son prix a fortement augmenté ces derniers temps. Autre exemple, le dispositif « Ma prime rénov' » subit une coupe budgétaire de plus d'un milliard d'euros en 2024, preuve que le sujet n'est pas une priorité pour Macron.

Comme sur de nombreux sujets, nous ne pouvons rien attendre des gouvernements actuels pour l'environnement qui ne se saisissent de ces sujets que pour enrichir leurs amis capitalistes en privatisant les services publics et en subventionnant très largement les entreprises du secteur.

Pour une réelle gestion écologique de l'habitat, du traitement des déchets, de la mobilité... luttons pour une gestion publique de ces secteurs, sous contrôle des travailleurs, avec des moyens financiers pour pouvoir faire des embauches massives !

■ JOACHIM



LUBRIZOL BILAN APRÈS CINQ ANS

Cinq ans après la catastrophe de Lubrizol, une usine de l'agglomération rouennaise ayant pris feu en 2019 à cause d'un mauvais stockage de matière inflammable, les riverains n'ont toujours pas eu de réponses à leurs nombreuses questions. Qu'est-ce que les habitants ont respiré dans les jours qui ont suivi ? Comment cela a pu arriver ? Qu'a-t-on fait pour l'éviter ?

Rien n'a été mis en place pour identifier et commencer à indemniser les victimes de la catastrophe. Warren Buffet, la 10^e fortune mondiale et propriétaire de l'usine, n'a pas payé un centime ! Le collectif Lubrizol espérait faire avancer l'enquête, mais mystérieusement les quelques relevés d'échantillons ont disparu. Aucun registre de santé pour suivre l'évolution de cancers ou d'autres maladies n'a été ouvert. Il s'agit pour les patrons d'être sûrs de n'avoir aucun dédommagement à payer, et pour l'État de ne pas être accusé de manquements criminels. Cet enlèvement de l'affaire montre que l'anarchie capitaliste peut pourrir des vies sans que les pollueurs soient inquiétés.

À ROUEN, UNE CATASTROPHE PAR AN

Depuis Lubrizol, chaque année, des incendies brûlent des immeubles, des usines, et, nouveautés de 2024, la flèche de la cathédrale de Rouen. Comme Lubrizol n'a pas été jugé et condamné, les capitalistes se contrefichent d'autant plus du respect des règles de sécurité et continuent à maximiser les profits au détriment de la santé et de la vie des riverains. Les capitalistes vivent à des kilomètres de là, ils ne subissent pas les conséquences directes des accidents.

Les travailleurs eux, connaissent les risques et savent comment faire tourner l'usine sans risque. Il est nécessaire de nationaliser les usines sous contrôle ouvrier, c'est-à-dire sous le contrôle des travailleurs et de la population, pour décider de ce qu'il est utile de produire et comment, et ainsi mettre en place des conditions de travail sécurisées dans le cadre d'une industrie non dangereuse et polluant le moins possible.

■ JULIEN

LES NAUFRAGÉS OUBLIÉS

En août, le yacht d'un milliardaire a fait naufrage. C'est triste, certes. Mais c'est aussi le destin de milliers de migrants chaque année, fuyant la guerre et la misère, dans l'indifférence totale des médias des capitalistes. Le 15 septembre encore, 8 personnes sont mortes, faisant désormais un total de 46 vies perdues depuis le début de l'année, et ça, rien que dans la Manche.

Au lieu de procurer un accueil digne et en sécurité, les gouvernements pro-capitalistes laissent couler hommes, femmes et enfants. Pour eux, la vie de quelques milliardaires vaut plus que celle de milliers de migrants. Telle est la politique des pays capitalistes européens.

Il est impératif de réagir ! Luttons pour un accueil décent, une régularisation de toutes et tous, l'abolition des lois racistes et des répressions policières !

■ ELIOTT

ATTAQUES SUR LES LIEUX DE CULTE : COMMENT LES STOPPER ?

Synagogues attaquées à la Grande Motte, à Rouen, mosquées attaquées à Bron, dans le Finistère, à Bayonne... On ne peut pas accepter ces attaques racistes quelle que soit sa religion et si on est athée.

La politique du gouvernement nourrit les tensions racistes. Il fait croire qu'il refuse « l'exportation de la guerre en Palestine » en France. Sauf que Macron et les autres distillent l'idée que ces conflits sont religieux. Et ils passent leur temps à assimiler les manifestations contre la guerre génocidaire à Gaza à de l'antisémitisme.

Une partie des juifs en France ne s'identifie pas à l'État d'Israël et encore moins à Netanyahu et à sa politique, mais Macron et ses gouvernements tirent un trait d'égalité. Beaucoup de gouvernements capitalistes instrumentalisent la lutte contre l'antisémitisme pour justifier de cibler les populations de religion musulmane. La lutte contre l'antisémitisme et le racisme est un combat conjoint du mouvement ouvrier qui doit être repris.



Manif contre le racisme et l'antisémitisme à Paris, après l'attaque d'une synagogue à La Grand Motte en août 2024

POUR UNE LUTTE DÉTERMINÉE CONTRE TOUS LES RACISMES !

Chaque attaque d'un lieu de culte devrait être dénoncée et répondue par une manifestation à l'appel des syndicats, des associations antiracistes et des organisations de gauche. Quel que soit le culte ciblé, le mouvement ouvrier devrait organiser la protection dans un cadre unitaire et multiculturel du lieu et des gens. Ce fut le cas en Angleterre contre les attaques racistes contre les mosquées cet été. Dans cette période particulièrement tendue, ne laissons pas les réactionnaires profiter



Quel que soit le culte ciblé, le mouvement ouvrier devrait en assurer la protection !

des divisions. Nos intérêts communs sont de lutter ensemble contre toutes les formes de racisme, de discriminations et contre le capitalisme !



AMBIANCE TRÈS POLITIQUE AUX AMFIS 2024



Comme chaque année, la 1^{ère} force militante d'opposition en France, la France Insoumise a organisé ses « AmFis d'été ». Des conférences, des ateliers, des débats sur des sujets très variés : « Hôpital public : comment stopper la catastrophe », « Palestine-Israël une histoire coloniale », « Quand la gauche gouverne : regards croisés sur des expériences », etc. Riche terreau de réflexions et d'échanges, avec près de 5000 participants !

À de notre table dans le village militant, nous avons échan-

gé sur tous ces sujets mais aussi sur la campagne législative, l'autoritarisme de Macron, sa politique capitaliste d'attaques des salaires, des retraites et des services publics, santé et éducation notamment. Tout cela pose la question du pouvoir (qui décide et dans l'intérêt de qui ?) et donc de la nécessité de construire une force politique offensive, un parti de masse des travailleurs pour porter un programme anticapitaliste ! C'est pourquoi nous participons à la FI tout en construisant notre parti révolutionnaire !

POURQUOI J'AI REJOINT LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

Suite aux élections européennes, j'ai eu le besoin de mieux comprendre la politique et m'investir dans un parti. Je souhaitais militer pour des valeurs humaines et contre les différentes formes de discriminations. Les propos d'une proche sur la GR depuis plusieurs années et un point avec un autre membre, sur mes questions liés au syndicat, m'ont suffi pour avoir envie d'y passer. J'ai pu rapidement comprendre la situation politique. Pourquoi les syndicats sont limités dans leur fonctionnement

actuel ? Un syndicat combatif est primordial. Sans cela on se retrouve dans notre situation actuelle, où une grève semble être une action complexe. Pourtant ce ne serait qu'un point de départ des luttes, pour s'unir et combattre efficacement l'oppression capitaliste.

Le membre, rencontré au début, fait mon suivi régulier. Je peux comprendre la politique de la GR et intervenir au sein du parti. Il m'a semblé évident de rejoindre la GR et de devenir une militante !

■ MÉLIA

CONTACTEZ-NOUS POUR DISCUTER ET NOUS REJOINDRE !

- Tel/SMS/whatsapp/signal : +33 (0) 7.81.32.75.89
- Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr
- Envoyez-nous une photo du coupon ou
- Retournez-le par la poste à : Les amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc centre 166, 76 000 Rouen
- Vous pouvez nous contacter, faire un don, vous abonner à L'Égalité sur notre site www.gaucherevolutionnaire.fr

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA NEWSLETTER
- ☐ RENCONTRER UN·E MILITANT·E
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN 15 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOLIDARITÉ) 20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN 30 €

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- ☐ _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- ☐ _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED N° FR 76 1010 7003 7000 2327 0076 061

NOM / PRÉNOM : _____

TÉLÉPHONE : _____

ADRESSE MAIL : _____

ADRESSE POSTALE : _____

MUNICIPALITÉS :

RÉSISTONS À L'AUSTÉRITÉ ET AUX COUPES BUDGÉTAIRES !



Leïla Messaoudi, conseillère municipale « Décidons Petit-Quevilly »
Petit-Quevilly est ville populaire dans la banlieue de Rouen.

Le gouvernement dénonce un état des finances locales catastrophique. Pourquoi les villes sont-elles endettées ?

C'est vrai, le taux d'endettement annuel de certaines municipalités est inquiétant. Mais les raisons de cet endettement ne sont pas les dépenses des services publics municipaux. Car la droite, comme le PS et ses alliés, ont drastiquement cassé les services publics municipaux. Ils ont

flexibilisé le travail des agents municipaux territoriaux (loi antisociale dite des 1607 heures) et mis fin à de nombreux services publics communaux : piscines, EHPAD, crèches...

ENDETTÉES POUR FINANCER LE PRIVÉ !

Les dettes sont contractées pour financer une politique de réaménagement urbain massif et des projets pharaoniques mé-

tropolitains. À grands coups de milliards d'euros, depuis 30 ans maintenant, la Nouvelle Politique de Renovation Urbaine (NPRU) détruit les quartiers populaires et vante l'habitat dit « mixte ». Pour construire tout cela, les entreprises du bâtiment et de l'immobilier privé se partagent le gâteau et s'en mettent plein les poches.

Les prêts sont payés par les villes avec l'argent des impôts des habitants. Mais les travailleurs et les couches populaires n'ont rien eu à dire. Ils se retrouvent éparpillés aux quatre coins des agglomérations et la vie sociale et associative disparaît. Il s'agit d'un financement massif du secteur privé par de l'argent public, contre lequel la lutte est nécessaire.

REFUSONS L'AUSTÉRITÉ À VENIR !

La propagande du gouvernement actuel vise à attaquer ce qui reste encore de services et d'aides publiques tout en continuant sa politique de financement public du secteur privé de l'immobilier, et de remplacement des secteurs publics jugés rentables. Nous exigeons le droit de savoir où va l'argent par le contrôle des habitants eux-mêmes des budgets ainsi que les moyens de décider de leur utilisation : la construction de logements corrects, accessibles et à loyers modérés, et des vrais services publics municipaux de la petite enfance, de l'aide à la personne, accès à la culture, etc.

■ LEÏLA MESSAoudi

SAMEDI 12 OCTOBRE VENEZ À SOCIALISME 2024 À MONTÉLIMAR !

Comme chaque automne, nous vous invitons à débattre avec nous à l'occasion de la journée Socialisme 2024, qui se tiendra à Montélimar, samedi 12 octobre. Il y aura trois débats.

Le premier sera la lutte nécessaire pour stopper les privatisations et exiger de véritables services publics.

Le massacre de la population palestinienne se poursuit

depuis un an. Nous discuterons du rôle de la classe ouvrière et de notre programme contre cette guerre génocidaire et ses risques d'expansion.

L'après-midi finira avec une série d'allocutions sur la crise politique que nous traversons et le plan de lutte que nous devons développer pour défier la politique de Macron-Barnier, au service des ultra-riches.

Le soir, vous êtes tous conviés à poursuivre les discussions de manière fraternelle autour d'un apéritif et d'un repas chaud !

Cette journée est l'occasion de découvrir et d'échanger autour de nos analyses et de notre programme. Elle est ouverte à toutes et tous, militant·es de longue date comme de la nouvelle heure. Bienvenue ! Infos : www.gaucherevolutionnaire.fr



CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

TRAVAIL, SALAIRE

- Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation des salaires maintenant !
- Aucun revenu sous 1 600 € net.
- Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, environnement...) !
- Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32 h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- Prenons dans les profits du CAC 40 (100 milliards de dividendes en 2023 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs eux-mêmes.

SANTÉ

- Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (multinationales du médicament, groupes privés de maisons de retraite/Ehpad, etc).
- Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

ÉDUCATION

- Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

- Non aux restrictions sur le droit de grève et de manifester !

- Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.) !

LOGEMENT

- Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- De vrais moyens pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

POUR UNE LUTTE DE MASSE

- Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs, faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent organiser une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- Pour la construction de syndicats combatifs et militants !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleur·ses, syndicalistes, jeunes, retraité·es, pour défendre un programme de lutte commun contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultra-riches.

POUR LE SOCIALISME !

- Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
- Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

50 ANS DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

50 ANS DE LUTTE
POUR LE SOCIALISME !

Fort des méthodes de Marx, Engels, Lénine et Trotsky et portant sans concession notre programme socialiste, le groupe Militant présent en Grande-Bretagne a lancé le CIO/CWI en 1974. Des sections sont créées dans plusieurs pays d'Europe (Autriche, Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Grèce...).

Au-delà de l'Europe, le CIO se construit au Sri Lanka dans la bataille au sein du LSSP pour une orientation révolutionnaire, en Afrique du Sud durant la lutte contre l'Apartheid ou en Amérique Latine pendant les luttes contre les régimes militaires.

Fort de notre succès nous avons cherché à faire avancer à plus grands pas la conscience politique. La bataille dans la ville de Liverpool sous Thatcher est un

exemple. Militant Labour a joué un rôle dirigeant dans le conseil municipal contre les coupes budgétaires, pour des budgets décidés par les travailleurs de leurs secteurs, pour la construction de milliers de logements municipaux. En s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et des habitants. Cela a permis de montrer ce que pouvait être une politique socialiste.

LES ANNÉES 1990 : LES NOUVELLES TÂCHES DES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Le bloc soviétique effondré, de nouvelles tâches allaient émerger. Des débats ont traversé toutes les organisations, le CIO y compris qui connut une scission avec le courant de Ted

Grant. L'analyse majoritaire du Secrétariat International du CIO était que les partis et la conscience de classe allaient s'effondrer. Ils décident de cesser le travail dans les partis sociaux-démocrates qui devenaient des partis de la bourgeoisie et plus des travailleurs. Il fallait continuer de donner une perspective socialiste, sans partis ouvriers forts.

En découle alors une « double tâche » comme marxistes révolutionnaires : reconstruire le mouvement ouvrier organisé, c'est-à-dire des syndicats puissants de lutte et des partis de masses des travailleurs et des jeunes tout en continuant de construire un parti révolutionnaire indépendant.

À la fin des années 80, les idées racistes et fascistes prenaient un nouvel essor sur fond de chômage. Les luttes antiracistes et antifascistes ont revêtu un caractère central notamment dans la jeunesse. Le CIO lança « Jeunes contre le Racisme en Europe / Youth against Racism in Europe » (JRE-YRE). Cette campagne réussit alors à organiser une grande marche européenne de 40 000 jeunes à Bruxelles en octobre 1992. C'est là que la Gauche Révolutionnaire, qui cherchait une internationale sérieuse, rencontra le CIO.

PERSPECTIVES DU CIO

La crise du capitalisme s'approfondit, le niveau de conflits armés augmente, les conditions de vie et de travail se détériorent dans le monde entier. Alors que le capitalisme est en train de pourrir, des mouvements de masse voient le jour dans plein de pays. Ces mouvements arrivent à faire tomber des gouvernements, et des dictatures mais n'arrivent pas à prendre le pouvoir à leur place faute d'un programme socialiste et d'une direction ouvrière et révolutionnaire. Dans tous les pays et au niveau mondial, il faut construire un parti mondial de la révolution pour le socialisme. C'est la tâche débutée par Marx et Engels et celle que nous continuons aujourd'hui avec le CIO.

■ YOHANN BIS

SOLIDARITÉ
NIGERIA

La campagne contre la répression des droits démocratiques au Nigeria continue. Les militants qui ont participé au mouvement #EndBadGovernance, contre la politique libérale de Tinubu et l'explosion de la pauvreté, ne sont toujours pas libérés. Les cautions sont impossibles à payer, c'est un moyen de prolonger leur détention.

Les accusations graves, notamment de « trahison », passibles de la peine de mort, sont portées contre des militants tels que Adaramoye Michael, coordinateur national de la Campagne des droits de la jeunesse (YRC), et Mosiu Sodiq. On les accuse d'être des « agents russes » car le pseudo de notre camarade Michael est « Lénine » !



SOUTENEZ LA CAMPAGNE INTERNATIONALE

• Libération urgente de toutes les personnes arrêtées lors des manifestations #EndBadGovernance d'août 2024

• Relaxe pour tous les accusés de trahison, de mutinerie, de terrorisme, des crimes passibles de la peine de mort !

• Pour une enquête publique, indépendante et transparente menée immédiatement sur les dizaines de meurtres de manifestants. Leurs meurtriers, y compris au sein des forces d'État, doivent être poursuivis.

• Défense des droits démocratiques, le droit de lutter et manifester contre l'effondrement social et économique au Nigeria !

MILITANT·ES, INDIVIDUS,
SECTIONS SYNDICALES,
ÉLU·ES, PARTIS...

• Écrivez des courriers de protestation à l'ambassade du Nigeria en France !

• Faites connaître la campagne !

• Adoptez et faites adopter des motions de solidarité dans votre organisation !

Un modèle de lettre et des articles sur la situation sont sur www.gaucherevolutionnaire.fr. Scannez ce QR code pour y accéder !

Envoyez les courriers à : embassy@nigeriafrance.org ; yrccampaigns@gmail.com et contact@gaucherevolutionnaire.fr



Renseignements : 07.81.32.75.89

SOUTENEZ LA CONSTRUCTION DU CIO !

Construire une Internationale pour lutter dans tous les pays contre les classes dirigeantes est une tâche politique incroyable. Celle-ci repose uniquement sur les travailleurs et les jeunes. Trouver des moyens et de l'argent pour continuer est aussi une tâche

politique ! La Gauche Révolutionnaire fait appel à vous, nos lecteurs et soutiens.

Nous avons lancé un appel de 4000 € pour financer le CIO et ses perspectives de construction dans le monde. Plus de 2000 € ont déjà été récoltés, participez vous aussi !

52 % RÉCOLTÉS

OBJECTIF : 4 000 €

WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR/DON

INTERVIEW. CLARE DOYLE, LA FONDATION DU CIO



De g. à d. : Clare Doyle, Peter Taaffe, Keith Dickenson, Ted Grant, Lynn Walsch : le comité éditorial du Militant. Leur expulsion du Labour Party en 1983 y a déclenché une chasse généralisée aux militants socialistes.

► Pourquoi était-il nécessaire de rompre avec les forces qui dirigeaient la Quatrième Internationale après la mort de Trotsky ?

Les dirigeants des petites forces de la IVe Internationale (dont nous étions historiquement membres) étaient désorientés par la situation post-1945. À l'échelle internationale, le stalinisme s'était considérablement renforcé. Les dirigeants de la Quatrième Internationale, dirigée par Ernest Mandel, Pierre Frank et Livio Maitan, s'égarèrent de plus en plus sur le plan politique.

Parfois, ces « leaders »

trotskyistes ont cherché des raccourcis, en soutenant des staliens « renégats », comme Tito en Yougoslavie. Plus tard, ces « dirigeants » ont en fait tourné le dos aux travailleurs, préférant soutenir les étudiants « révolutionnaires » dans leur pays et les mouvements de « guérilla » et de paysans en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Ces questions ont atteint leur paroxysme au milieu des années 1960. Notre petit groupe britannique de l'époque, qui travaillait au sein du parti travailliste, a commencé en 1964 à publier le journal mensuel Militant. Techniquement toujours membres de la « Quatrième Internationale »,

nous défendions un programme et une perspective différents.

► Tu as assisté à la conférence fondatrice lorsque 46 marxistes de 12 pays ont créé le CIO en 1974. Comment la construction du Militant a-t-elle conduit à la fondation du CIO ?

En 1970, en interne, nous avons publié le « Programme de l'Internationale ». Il résumait notre expérience internationale depuis la fin de la guerre. Nous nous sommes ensuite efforcés d'obtenir un soutien international en discutant avec d'autres forces révolutionnaires et de gauche. Nous avons utilisé notre position au sein des « Labour Party Young Socialists » (LPYS) pour aller vers de nouvelles couches dans les sections de jeunesse des partis sociaux-démocrates et d'autres partis, partout où nous le pouvions.

Il a fallu attendre près de dix ans pour que se tienne la conférence de fondation du Comité pour une Internationale Ouvrière. En Grande-Bretagne, nous analysions constamment les événe-

ments mondiaux et cherchions des moyens de renforcer nos forces au niveau international.

La Grèce était en feu en novembre 1973. L'un des participants à la conférence de fondation du CIO était un trotskiste grec, George Gikas, qui vivait alors en exil à Londres. Au Portugal, quatre jours seulement après que nos camarades et sympathisants s'étaient réunis dans un pub à Londres pour créer le CIO, la dictature de Salazar-Caetano fut renversée.

Juste après la fondation du CIO, nous avons rapidement collecté des fonds pour envoyer des camarades dans plusieurs pays afin de donner une assise à notre Internationale. Alan Woods est allé vivre en Espagne, Bob Labi a passé de longues périodes en Grèce après les premières visites de Peter Taaffe et d'autres. Le travail en Inde, au Sri Lanka, en Suède, aux US et ailleurs a été développé par des camarades qui s'y sont rendus pour des visites prolongées ou se sont même installés sur place...

► Lisez l'interview complète : www.gaucherevolutionnaire.fr

ANTILLES ON NE VEUT PAS SUR-VIVRE, ON VEUT VIVRE !

Dans les départements d'outre-mer, les prix alimentaires sont 40 % plus élevés que dans l'Hexagone, alors que la pauvreté y est du double. Le collectif martiniquais Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes (RPPRAC) a repris le chemin de la lutte avec des manifestations et blocages de supermarchés pour que les prix en rayon soient les mêmes en Outre-Mer et en métropole.

UNE ÉCONOMIE COLONIALE

Les supermarchés ciblés sont ceux du Groupe Bernard Hayot (GBH), propriétaire des principaux réseaux de distribution de l'île ; une concentration, héritée de l'époque coloniale.

Les manifestants pointent du doigt en particulier les marges indécentes et les taxes comme l'octroi de mer (un des plus vieux impôts) qui permet

aux capitalistes français de ne subir aucune concurrence d'entreprises étrangères et d'imposer leurs prix. L'économie des départements « d'outre-mer » est donc toujours basée sur un système colonial (avec la complicité de quelques politiciens et patrons locaux). Cette grave injustice est connue et les dizaines de tables rondes et missions ministérielles n'ont servi qu'à noyer le poisson.

DÉGAGEONS LES PROFITEURS !

Quand la légitime colère des jeunes et des travailleurs s'exprime, Macron leur envoie l'armée. Contre les profiteurs, il faut un mouvement structuré et démocratique dans tous les départements d'Outre-Mer mais aussi en Métropole, des grèves de masse, et des perspectives politiques pour en finir avec le système économique qui permet l'exploitation, le capitalisme.



Manif à Fort-de-France le 12 septembre

TUNISIE LES ÉLECTIONS LES MOINS DÉMOCRATIQUES DEPUIS 2011 !

Après un quinquennat marqué par les arrestations politiques, la crise économique et les pénuries de produits de première nécessité, la Tunisie se dirige vers des élections. Ces présidentielles sont décrites comme les moins démocratiques depuis la révolution de 2011 ! Le 6 octobre, seuls trois candidats concourent : le panarabiste Zouhair Maghzaoui (ancien soutien de Saïed et de son coup d'État institutionnel de 2022), le capitaliste libéral Ayachi Zammel et le président-dictateur actuel Kaïs Saïed.

Cette liste a déclenché une grande polémique dans la population où la majorité ne se trouve pas représentée. Cela n'arrive pas seulement après l'arrestation de plusieurs personnalités politiques et l'interdiction de toute activité politique, mais aussi après un

maximum de refus de candidatures (avec ou sans raisons) quelques jours avant la date de clôture.

Plusieurs organisations et partis politiques ont choisi la rue pour montrer leur mécontentement et surtout appeler à boycotter cet évènement. Ce doit être un début.

Saïed, dont la politique a largement aggravé la situation du pays, part pour un deuxième mandat aussi autoritaire que le premier. Pour le stopper, il est temps que les organisations défendant la classe ouvrière, en premier lieu l'UGTT, organisent des campagnes et des luttes pour permettre aux travailleurs et aux jeunes de s'unir et de s'organiser afin de combattre à la fois la dictature et l'exploitation des travailleurs.

■ LE K.

ISRAËL - PALESTINE PAS DE SOLUTION DANS LE CAPITALISME !

Depuis un an, le génocide à Gaza et la colonisation israélienne en Cisjordanie continuent. Aux 41 200 morts et 95 400 blessés, s'ajoutent la famine, les pénuries d'eau potable, de médicaments, le retour du virus de la polio... L'armée israélienne poursuit ses atrocités, peu importe le « droit international ». En juillet, elle a bombardé les tentes d'un camp de déplacés au sud. Elle bombarde régulièrement des écoles de Gaza remplies de réfugiés, elle a attaqué et envahi le camp palestinien de Jénine. Depuis mi-septembre, avec l'explosion des bipeurs piégés au Liban, des attaques militaires violentes ont lieu dans le Sud du pays. Avec des dizaines de morts et des milliers de blessés sans distinction, semant la terreur dans la population civile !

Pendant ce temps, l'ONU enchaîne les votes pour un cessez-le-feu, un embargo sur les armes, le retrait des troupes israéliennes ou même « la fin de l'occupation sous 12 mois » : sans aucun effet. Netanyahu et ses alliés impérialistes peuvent faire ce qu'ils veulent ! Cela montre bien l'impasse des instances internationales.

L'HYPOCRISIE DES RÉGIMES PRO-CAPITALISTES

Pour tenter de garder l'adhésion des populations, les dirigeants hypocrites prétendent condamner le génocide, mais n'appliquent

aucune sanction sérieuse contre l'État israélien. Macron et Biden continuent à lui vendre des armes. Le Royaume-Uni a suspendu 30... de ses 350 licences d'exportation d'armes vers Israël. L'Égypte et le Qatar maintiennent leurs relations économiques avec Israël. Les émirats arabes ont ouvert une route commerciale terrestre entre Dubaï et le port israélien de Haïfa, pour contourner le canal de Suez et les attaques des Houthis sur les navires.

Dans plein de pays, la majorité de la population n'est pas dupe. De grandes mobilisations contre la guerre ont toujours lieu, et préparent la défaite des dirigeants politiques qui en auront été soutenus ou complices. Aux États-Unis, Kamala Harris affiche son soutien à Israël et refuse de stopper les livraisons d'armes à Israël. Mais la pression du mouvement anti-guerre se maintient sur la campagne présidentielle. Les étudiants américains qui dénoncent le génocide par l'occupation de leurs universités ont inspiré beaucoup d'autres dans le monde : Mexique, Canada, Angleterre, Italie, France... Ici, nous devons continuer les mobilisations et construire un mouvement international contre cette sale guerre !

TRAVAILLEURS ET JEUNES PEUVENT DÉGAGER NETANYAHOU !

En Israël, en septembre, des centaines de milliers de per-



sonnes se sont mobilisés contre Netanyahu. L'assassinat de six otages israéliens a déclenché une vague de fureur contre Netanyahu pour avoir bloqué tout accord de cessez-le-feu. Le 2 septembre, la centrale syndicale Histadrout a lancé une grève générale, suivie dans les transports, l'éducation, la santé, les petites entreprises et quelques grandes. Pendant plusieurs heures, avant que la grève soit interdite par le ministre des finances d'extrême-droite, Smotrich, les travailleurs ont défié la loi contre les « grèves politiques ».

Une partie des capitalistes israéliens s'oppose au gouvernement de Netanyahu. La guerre impacte les secteurs de l'économie qu'ils possèdent et leurs profits. Mais les représentants politiques de ces capitalistes ne sont pas opposés à l'oppression militaire sur les Palestiniens dans les territoires occupés. De même, aucun gouvernement israélien pro-capitaliste ne permettra à la majorité des travailleurs d'avoir des salaires décentes et des conditions de vie

et de travail dignes.

Pour en finir avec cette politique criminelle et dévastatrice, les travailleurs israéliens doivent construire une alternative politique indépendante des capitalistes et de leurs alliés impérialistes. C'est-à-dire s'organiser autour d'un programme socialiste dans l'intérêt de tous les travailleurs en Israël, ce qui passe par mettre fin à l'occupation.

PAS D'AUTRE SOLUTION QUE LE SOCIALISME !

Les masses palestiniennes doivent également construire leur propre lutte et leurs propres organisations, indépendantes des partis réactionnaires ou corrompus comme le Hamas et le Fatah. Ils s'accommodent bien du capitalisme et freinent la possibilité d'une véritable lutte unie de résistance contre la guerre et l'impérialisme. C'est la seule voie vers l'autodétermination palestinienne qui puisse aussi mettre fin à l'exploitation et aux inégalités capitalistes.

■ JOHN

KANAKY - NOUVELLE-CALÉDONIE MACRON A MIS LE FEU ; LA COLÈRE EST TOUJOURS LÀ !

Cet été, le gouvernement de Attal, « démissionnaire », a continué de réprimer. Trois morts se sont ajoutés les 15 août et 19 septembre derniers. Le couvre-feu est renforcé du 21 au 24 septembre, les 4 000 militaires sont toujours sur place, et les 68 personnes qui ont été arrêtées sont toujours emprisonnées en métropole, à des milliers de kilomètres de leur famille.

QUE DEVIENT LE MOUVEMENT DE PROTESTATION ?

Le congrès du FLNKS, l'organisation pour l'indépendance de la Kanaky fondée en 1984 pendant la guerre civile qui a parcouru l'archipel a révélé des désaccords politiques entre les quatre partis fondateurs, ce qui montre sa fragilité. Seule-

ment deux étaient présents au congrès. L'Union calédonienne et le Rassemblement démocratique océanien ont choisi d'élire Christian Tein, le leader de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain) à la tête du FLNKS. Il est actuellement prisonnier politique en France, manœuvre du gouvernement pour casser le mouvement de protestation. C'est donc une manière de protester contre le comportement colonial de Macron que de le nommer à la tête du parti indépendantiste.

Sur la loi du dégel du corps électoral, qui a été l'élément de cristallisation des tensions dans l'archipel, elle avait été abandonnée. Mais le nouveau gouvernement de droite Macron - Barnier implique la possibilité du retour de cette réforme. Le gouvernement peut vouloir profiter du semblant d'accalmie dans le

mouvement et de la désorganisation de la CCAT et du FNLKS.

COMMENT EN FINIR AVEC LA COLONISATION FRANÇAISE ?

Quoi qu'en disent les médias bourgeois, la colonisation de la Kanaky est toujours en cours. Entre l'envoi d'Européens pour gérer l'économie locale, le mépris colonial et les manœuvres pour empêcher l'autodétermination de l'archipel, on ne manque pas de preuves. Mais l'État français est aujourd'hui en difficulté parce que beaucoup d'Européens sont partis à cause de l'instabilité.

Il est primordial que le mouvement ouvrier et la jeunesse kanake discutent à nouveau largement, et s'organisent avec leurs syndicats et au sein

d'un vrai parti, autour du programme, des revendications et des moyens pour la lutte. Sinon Macron et son gouvernement auront l'espace pour continuer leur politique coloniale en faveur des capitalistes.

> **Libération des prisonniers politiques et des 60 jeunes déportés**

> **Non à la répression. Retrait des troupes militaires, fin des blocages et du couvre-feu**

> **Pour le droit plein et entier à l'autodétermination du peuple kanak**

■ ELEMIAH

PRÉSIDENTIELLES U.S. KAMALA HARRIS PEUT-ELLE BATTRE TRUMP ?

Cette élection a son importance. Le pays, et en particulier les travailleurs, font face à de nombreux problèmes de pauvreté, de sécurité, d'accès aux soins, d'accueil des migrants et de dérèglements climatiques. Les États-Unis constituent l'un des pays impérialistes les plus puissants et la politique qui y est menée aura des impacts sur le monde entier par exemple concernant le Moyen-Orient ou la Chine.

La politique capitaliste et réactionnaire menée par Trump n'a évidemment pas répondu à ces problèmes – pas plus que celle de Biden. Au contraire, ils ont creusé les écarts de richesse et développer l'instabilité. Les sorties violentes de Trump, allant jusqu'à provoquer l'invasion du Capitole le 6 janvier 2021 le montrent. Les effets des politiques capitalistes, des démocrates comme républicains, ont conduit toute une partie de la population à se laisser tenter

par Trump, perçu comme « anti-système » alors qu'il en est le pur produit.

DES SONDAGES SERRÉS

Les deux candidats, Donald Trump et Kamala Harris, sont au coude-à-coude dans les sondages. La candidature démocrate semble plus stable pour les capitalistes. Mais cette promesse d'un score serré souligne une division politique au sein de la classe dirigeante dans cette crise profonde du capitalisme. Rien n'est encore joué : tout peut dépendre des événements d'ici le 5 novembre.

Kamala Harris, une solution ? La politique démocrate, et un peu plus progressiste de Kamala Harris, est moins réactionnaire que Trump sur les droits des femmes. Mais nous devons garder à l'esprit que la candidate, d'un milieu bourgeois, a l'intention de mener une politique capitaliste semblable à Obama



durant ses mandats. On ne doit pas nous faire oublier que Harris ne lutte pas du tout contre le capitalisme. Elle aidera les capitalistes à maintenir l'exploitation des travailleurs et soutient le génocide en cours à Gaza.

Notre section-sœur Independent Socialist Group (ISG), mène campagne pour des candidats indépendants de celle des démocrates, dénonçant le capitalisme, comme Jill Stein. Aucune élection ne nous permettra de vaincre l'engrenage du capitalisme, mais cette période où beaucoup de gens s'intéressent à la politique nous



un score serré souligne une division politique au sein de la classe dirigeante dans cette crise profonde du capitalisme

permet de mettre en avant nos idées marxistes, y compris aux États-Unis.

■ CLARA

LA PART DU TRAVAIL BAISSE DANS LA RICHESSE MONDIALE

La part du produit intérieur brut mondial gagnée par les employés et les travailleurs autonomes est passée de 52,9 % en 2019 à 52,3 % en 2022 et restée stable au cours des deux années suivantes. C'est une forte accélération d'un déclin de longue date ; « un signe fort de l'inégalité croissante » entre les travailleurs et les riches selon le Financial Times.

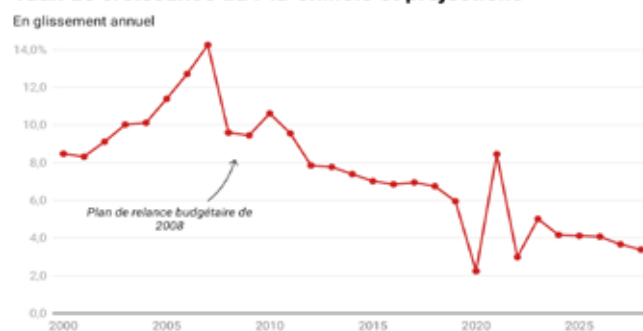
Une baisse de la part du travail dans le PIB est considérée comme inquiétante, parce que les revenus de l'emploi tendent à être répartis de manière relativement uniforme. Les revenus du capital, eux, tendent à être concentrés parmi les personnes les plus riches.

La part du travail dans le PIB mondial avait chuté de 1,6 % depuis que l'OIT (Organisation internationale du travail) a commencé à publier des données en 2004. 40 % de cette baisse a eu lieu depuis 2019. C'est en partie l'IA qui aggrave cette baisse.

Il va être primordial de lutter pour inverser cette tendance ! Les jeunes et les travailleurs du monde entier doivent profiter de la richesse qu'ils créent. Pour cela, il faut en finir avec le capitalisme.

CHINE UNE NOUVELLE PÉRIODE POUR LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES

Taux de croissance du PIB chinois et projections



Graphique: Le Grand Continent - Source: FMI, World Economic Outlook

Pendant plusieurs décennies, la deuxième économie du monde a bénéficié d'une forte croissance économique. Cette période est révolue depuis le Covid. Le pays ne retrouve pas sa croissance passée. Le Parti « communiste » chinois (PCC), à sa tête, essaie de poursuivre sa politique pour se maintenir au pouvoir.

UNE ÉCONOMIE CAPITALISTE AU SERVICE DE LA BUREAUCRATIE DU PCC

La Révolution de 1949 a aboli le capitalisme, mais le PCC a gardé le pouvoir. Une industrialisation de masse s'est faite grâce aux bas salaires. Dans les années 80, le PCC a réintroduit le capitalisme, en cherchant à le contrôler, plaçant à la tête

des entreprises, des membres du parti. Il contrôle médias et banques. De ce fait, il existe une classe capitaliste en Chine, mais elle ne dirige pas totalement. Le parti joue en permanence entre le secteur privé et le secteur public. Ce qui fait de la Chine, un pays capitaliste de forme très particulière.

UNE ÉCONOMIE FRAGILISÉE

Les gouvernements locaux ont contracté énormément de dettes pour des projets d'infrastructures. Ils sont au bord de la faillite et risquent d'emporter avec eux les entreprises et spéculateurs du marché immobilier. Des quartiers entiers inhabités ont été rasés, mais la plupart des jeunes chinois ne peuvent pas accéder au lo-

gement à moins de solliciter l'aide de toute la famille ! Les bas salaires ne permettent pas à un marché intérieur de prospérer. La Chine dépend donc de l'export. En septembre 2024, le PCC a même décidé d'augmenter l'âge de départ à la retraite.

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES JEUNES PEUVENT CHANGER LES CHOSES

Les travailleurs ont des raisons d'être de plus en plus actifs, avec des manifestations ou des grèves. Une mobilisation d'ampleur des travailleurs et des jeunes pourrait jouer un rôle déterminant. D'autant que le PCC n'est pas un bloc monolithique. Une lutte de succession pourrait arriver.

De toute façon, un programme capitaliste libéral n'améliora pas la situation. Et de telles idées n'intéressent pas la majorité des jeunes et travailleurs. Les idées socialistes intéressent ; beaucoup savent que le régime actuel est loin d'être socialiste. C'est une chance qu'il faut saisir pour mettre en avant un programme authentiquement socialiste et démocratique.

■ MARIE

GRANDE-BRETAGNE SE PRÉPARER À UNE PÉRIODE AGITÉE !

Des politiques conservatrices plus violentes les unes que les autres pour les travailleurs se sont enchaînées, alimentant haine, racisme et division. Le 7 juillet, Keir Starmer, du parti travailliste, a été élu Premier ministre, marquant là, une défaite historique pour les Tories. Néanmoins, le gouvernement Starmer prépare en octobre des coupes budgétaires dévastatrices au détriment des services sociaux, voulant montrer à la classe capitaliste qu'elle peut lui faire confiance pour agir dans son intérêt. En plus d'être allé féliciter Giorgia Meloni pour sa politique migratoire, Starmer fait le ménage au Labour Party. Il a démis sept députés travaillistes qui s'étaient opposés à lui.

Il assume de laisser cer-

taines universités faire faillite. Le budget, présenté le 30 octobre, pourrait inclure une possible augmentation des frais de scolarité des étudiants. Ces derniers ayant voté travailliste commencent à voir ce que ce gouvernement entend réellement faire sur des questions telles que les allocations ou Gaza.

L'efficacité des journées de grèves autour de l'élection a été démontrée, mais il est nécessaire de donner à ces actions une expression politique. C'est le sens du travail que fait notre section-sœur du Socialist Party pour atteindre une couche large de travailleurs et faire avancer ce processus. Il est primordial que les travailleurs et les jeunes se mobilisent pour défendre leurs intérêts.

■ NOÉ

TURQUIE ERDOGAN CONTINUE LES ATTAQUES CONTRE LE ROJAVA

Le président turc et son parti l'AKP ont subi une cuisante défaite aux dernières élections de 2024, et ce, malgré leurs manœuvres.

La crise économique s'approfondit, l'inflation est à 125 %, le chômage des jeunes à 22 %. La colère est grande, il y a des grèves, des manifestations contre la vie chère. Les agriculteurs refusent par exemple une augmentation de 50 % du prix des engrais. Tous les secteurs sont touchés.

Erdogan veut empêcher la colère des travailleurs et des populations de Turquie de grandir. Alors, il détourne l'attention et attaque encore les Kurdes. Au Rojava, où ils s'étaient organisés sur des bases progressistes. En Turquie, où il exécute des militants kurdes. Les impérialistes en France ou en Allemagne sont complices. Ils les expulsent vers la Turquie au risque de leur vie. Construisons la solidarité !

SRI LANKA LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE NOTRE ORGANISATION-SŒUR

En 2022, le mouvement de masse « Ara Galea » avait renversé le président Gotabaya Rajapaksa. La classe dirigeante est restée dans une crise profonde. Les élections avaient été retardées au 21 septembre 2024 pour laisser le temps à la clique dirigeante de se trouver une solution.

Pendant ce temps, la situation économique a empiré. Le pays dépend de la dette à la Chine, aux USA et à l'Inde. La pauvreté a bondi de 30 %, soit 7 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Par crainte d'un nouveau mouvement de masse, chaque manifestation et chaque grève sont réprimées.

Notre section-sœur du CIO, le United Socialist

Party, avait son candidat Siritunga Jayasuriya, militant trotskiste reconnu. Nous étions la seule force politique à porter un programme de non-paiement de la dette capitaliste et en défense des couches opprimées tamoules.

Le candidat de « gauche », A. K. Dissanayaka du JVP a gagné. Mais dès dimanche, il s'est déclaré prêt à respecter les plans du FMI pour rembourser la dette !

Nos camarades sont prêts pour organiser la résistance face à cette nouvelle offensive libérale pour faire payer la crise aux travailleurs et masses pauvres.

■ YOHANN BIS



CONSTRUISONS UNE MOBILISATION DE MASSE CONTRE LA GUERRE !

Un an que les Palestiniens se font massacrer par Netanyahu et son gouvernement d'extrême-droite ultra-réactionnaire ! Et ce, avec le soutien des puissances impérialistes qui vendent leurs armes à Israël. Pendant ce temps, les soutiens au peuple palestinien, eux, sont réprimés : campagnes contre LFI et Mélenchon, poursuites et condamnations de syndicalistes, d'infirmières pour « apologie du terrorisme », accusations d'antisémitisme à-tout-va... Ça suffit !

COMMENT S'ORGANISER POUR UNE LUTTE EFFICACE CONTRE LA GUERRE ?

Les mobilisations sur les campus aux États-Unis ont donné l'impulsion pour un mouvement plus large contre la guerre génocidaire à Gaza ce printemps. Il est temps de reprendre l'offensive contre la guerre !

Les condamnations de la politique pro impérialiste de Macron sont légitimes et justes. Cependant, stopper le financement d'universités israéliennes ou boycotter des marques ne vont pas suffire à les stopper. Comment pourrait-on attendre de Macron une position en faveur des Palestiniens alors même qu'il utilise cyniquement et dangereusement le

conflit en France à des fins populistes et réactionnaires et qu'il réprime lui-même féroce-ment les révoltes en Kanaky et en Martinique.

D'une autre manière, l'ONU et la Cour Internationale de Justice ont montré les limites d'organisations dirigées par les pays impérialistes eux-mêmes. Rien ne peut arrêter légalement Netanyahu. Désormais il étend le conflit à la Cisjordanie et au Sud-Liban.

LUTTONS CONTRE LA GUERRE ET CONTRE MACRON ET SA POLITIQUE !

Beaucoup de classes dirigeantes à travers le monde soutiennent Netanyahu pour vendre des armes. Mais ils ont aussi trouvé un moyen d'attaquer toutes celles et ceux, militants de gauche, syndicalistes ou simples travailleurs qui refusent cette sale guerre. Et ils renforcent leur politique raciste contre les musulmans (c'est ce que fait Macron). Mais nous ne nous laisserons pas diviser !

Nous sommes celles et ceux qui luttons vraiment contre le racisme sous toutes ses formes et les discriminations. Et il va falloir le faire savoir plus fort !

Seule notre mobilisation commune, travailleurs et jeunes ensemble, contre la guerre, contre le racisme et les

capitalistes qui les nourrissent pourra arrêter Netanyahu et ses soutiens !

Nous sommes les seuls à pouvoir arrêter le massacre. Pour cela il faut affaiblir notre propre gouvernement. Créons des comités dans les lycées et les universités contre la guerre et le racisme. Appuyons dans nos syndicats et lieux de travail des campagnes contre la guerre en lien avec les organisations ouvrières palestiniennes mais aussi israéliennes. Aucune paix juste et durable ne sera possible si on reste dans ce système, il faut donc en finir avec cette société capitaliste. Rejoins-nous !

Leur monde c'est toujours plus de misère, de guerre, d'oppressions et d'exploitation. Le capitalisme est incapable de nous garantir une existence digne. La révolutionnaire allemande Rosa Luxembourg en pleine guerre en 1915 le disait : « socialisme ou barbarie ».

Il est plus que temps que l'Humanité s'en débarrasse pour construire une société sans exploitation, une société juste et démocratique, où ce sont les travailleurs qui gèrent la société et la font tourner pour répondre aux intérêts de toutes et tous : le socialisme.

■ LÉON R

**CONTRE LA GUERRE ET L'IMPÉRIALISME !
AUCUNE ARME, NI PIÈCES DÉTACHÉES POUR
LA GUERRE DE NETANYAHOU !**

**POUR LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE
ET INTERNATIONALE ! LES SYNDICATS
DOIVENT S'ENGAGER ACTIVEMENT !**

**CONTRE TOUTES LES FORMES DE RACISME
ET DE DISCRIMINATIONS ! UN LOGEMENT
ET UN EMPLOI POUR TOUS ! POUR L'UNITÉ
DES TRAVAILLEURS !**

**POUR LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION
DES PEUPLES ! POUR UNE PALESTINE LIBRE
ET SOCIALISTE, AUX CÔTÉS D'UN ISRAËL
SOCIALISTE DANS UNE CONFÉDÉRATION
SOCIALISTE DU MOYEN-ORIENT !**

CONTRE LE CAPITALISME ! POUR LE SOCIALISME !



**AGISSEZ AVEC NOUS
REJOIGNEZ-NOUS
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE**

SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

PRENEZ CONTACT !

07. 81. 32. 75. 89
contact@gaucherevolutionnaire.fr
Chercher « Gauche révolutionnaire » sur
Facebook, Twitter, Instagram, Youtube...
Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc,
centre 166, 76 000 Rouen
www.gaucherevolutionnaire.fr



Contactez-nous !